



GRANDE FOIRE AGRICOLE DU CONGO

La deuxième édition s'ouvre à Bambou Mingali

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, lancera ce mercredi à Bambou Mingali dans le département de Djoué-Léfini, la deuxième édition de la Grande foire agricole du Congo qui se déroulera du 5 au 20 août sur le thème « Nourrir la Nation et honorer la patrie ».

Selon le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Paul Valentin Ngobo, cette édition a la particularité de disposer d'un pavillon représentatif du marché de l'agriculteur pour les éleveurs et agriculteurs indépendants afin de leur permettre d'écouler leurs produits dans une émulation saine. Le but, a-t-il indiqué, est de dénicher « les grands champions » de la souveraineté alimentaire ainsi que ceux de l'académie de l'entrepreneuriat agricole qui concerne les jeunes âgés entre 18 et 40 ans.



Le centre d'exposition de la Gfac/DR

DIPLOMATIE

Deux nouveaux ambassadeurs en poste au Congo

Les ambassadeurs de la République démocratique du Congo (RDC) et de la République islamique de Mauritanie ont officiellement pris leur fonction, le 3 août, à la suite de la présentation des lettres de créance au président de la République, Denis Sassou N'Guesso. Aussitôt accrédité, le nouvel ambassadeur

de la RDC, Roger Bokwala Bopolonga, a exprimé son engagement à œuvrer pour la consolidation des relations de bon voisinage, tandis que son homologue de la Mauritanie, Hamzatou Abdoul Thiam, a souligné sa volonté de renforcer les liens fraternels entre Nouakchott et Brazzaville.

Page 16

CORRIDOR BANGUI-DOUALA

Un financement de 525 millions de dollars

La Banque mondiale vient de lancer les travaux de la première phase du programme de modernisation du corridor économique Bangui-Douala pour un financement initial de 525 millions de dollars. Le projet vise à réhabiliter près de 800 kilomètres de routes pour fluidifier les échanges commerciaux entre le Came-

roun et la Centrafrique, mais aussi à renforcer l'intégration économique en Afrique centrale. À terme, ce corridor devrait faciliter la circulation des biens et des personnes tout en réduisant les coûts logistiques et renforcer la compétitivité économique de toute la sous-région.

Page 9

FOOTBALL

Le Congo interdit de participer aux compétitions de la CAF



AS Otôho



AC Léopards de Dolisie

La Confédération africaine de football (CAF) a rejeté la proposition de la Fédération congolaise de football (Fécofoot) de réengager AC Léopards de Dolisie et AS Otôho respectivement dans la ligue africaine des champions et la Coupe de la Confédération. La commission d'organisation des compétitions interclubs de la

CAF justifie le non-engagement des clubs congolais pour la saison 2026-2027 par l'absence de championnat national au Congo depuis plus de deux ans. Page 12

Éditorial
Régulièrement

Page 2

ÉDITORIAL

Régulièrement

Partenaire essentiel de l'État dans l'accomplissement du service public de l'éducation, le secteur privé de l'enseignement général répond à une demande scolaire croissante et participe à l'élargissement de l'offre éducative. Il absorbe 41% d'élèves sur le territoire national, renseignent les données du ministère de tutelle.

Une contribution qui ne peut pleinement être bénéfique que si elle s'exerce dans le strict respect des lois et règlements de la République. Car entreprendre dans le domaine de l'éducation, c'est aussi se conformer aux obligations relatives à la qualité des enseignements, la qualification des personnels, la sécurité des élèves, la conformité des infrastructures et le respect des programmes officiels.

Pour garantir que seules les écoles répondant aux normes pédagogiques et administratives obtiennent l'autorisation d'exercer, la commission d'agrément des établissements privés d'enseignement général assume son rôle de régulateur attitré. L'instance est, en effet, gardienne de la crédibilité d'un système éducatif respectueux des principes établis.

C'est lors de sessions organisées pour la circonstance que cette commission examine les dossiers d'agréments définitifs ou provisoires. La quatrième de la série s'est tenue en 2023 tandis que la cinquième a eu lieu en juillet dernier. Soit trois ans de passage à vide pouvant laisser libre-cours aux irrégularités. Pour éviter l'anarchie, les sessions devraient se réunir régulièrement.

Les Dépêches de Brazzaville

DISPARITION

Le PCT rend un dernier hommage à Gilbert Djombo Bomodjo

Cadres, militants et sympathisants du Parti congolais du travail (PCT) ont rendu, le 3 août à Brazzaville, en présence du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, un dernier hommage à l'ancien préfet de la Likouala, Gilbert Djombo Bomodjo.



Cadres et militants du PCT rendant au disparu un dernier hommage au siège fédéral/DR

Décédé le 19 juillet à Paris, en France, à l'âge de 77 ans, le membre du comité d'honneur du PCT, Gilbert Djombo Bomodjo, a été inhumé au mausolée Marien-Ngouabi, en présence du président du Comité central du parti. Denis Sassou N'Guesso qui a déposé la gerbe de fleurs devant le cercueil contenant le corps sans vie du défunt au siège fédéral du PCT, a accompagné son collaborateur jusqu'à sa dernière demeure.

Né le 19 juin 1949 à Losso, district de Dongou, département de la Likouala, Gilbert Djombo Bomodjo a fait ses études primaires à Dongou de 1956 à 1962, sanctionnées par l'obtention du Certificat d'études primaires élémentaires. Il a poursuivi sa scolarité au Gabon puis est revenu au pays où il fréquenta au lycée Savorgnan-de-Brazza. Passant du corps de la défense à la fonction publique congolaise, Gilbert Djombo Bomodjo a travaillé en qualité de gestionnaire à l'hôpital d'Impfondo où il fut nommé en 1975, chef du département de l'économie. Secrétaire général de la région de la Likouala de 1978 à 1982, il bénéficia en 1983 d'une bourse de formation en administration publique en France. De retour au pays, Gilbert Djombo Bomodjo s'inscrivit aux cours par correspondance à Educatel, en Belgique, en 1985, et obtint le certificat de gestion des entreprises et comptabilité. Ce qui fera de lui un opérateur économique de renom. Devenant un homme entreprenant, Gilbert Djombo Bomodjo quitta en 1991 la fonction publique pour se consacrer à temps plein à ses activités d'opérateur économique. Membre de la Chambre de commerce au niveau régional, il a entrepris plusieurs activités et s'est illustré dans le transport, l'exploitation du bois, jusqu'à implanter une menuiserie moderne à Impfondo. Président du comité de crise dans le département de la Likouala à l'issue de la guerre civile du 5 juin 1997, il est nommé préfet de ce département le 20 janvier 1998. Une fonction qu'il a exercée jusqu'au 30 avril 2022, soit pendant 25 ans. « Il lui a été reconnu l'attachement profond à sa fonction, tant ses performances étaient visibles. Durant son exercice, il a œuvré pour le développement du département de la Likouala et s'était véritablement investi dans la recherche de l'unité des filles et fils de ce département », a souligné la trésorière du comité des membres d'honneur du PCT, Ida Victorine Ngampolo, dans son oraison funèbre.

Membre du Comité central du parti, il a été élu au comité d'honneur à l'issue du sixième congrès ordinaire, tenu du 27 au 30 décembre 2025, à Brazzaville. Selon Ida Victorine Ngampolo, Gilbert Djombo Bomodjo a été un grand travailleur, rigoureux, exigeant et imperturbable, qui a su gérer avec déférence sa tâche républicaine pour l'honneur de son titre. Il a été un homme de commandement, a-t-elle rappelé, mû par une droiture incontestable. « Il réprimandait les antivaleurs et sanctionnait les auteurs des actes indécents. Homme social et généreux, il savait accepter le pardon dans la résolution des conflits. Le camarade Gilbert Djombo Bomodjo est resté, durant sa vie, très fidèle au très grand camarade Denis Sassou N'Guesso, président du Comité central de notre parti qu'il appelait affectueusement Grand frère. Fidèle également à son parti, il a fait du département de la Likouala le fief imprenable du PCT durant 25 ans », a témoigné la trésorière du comité des membres du comité d'honneur du PCT, précisant que Gilbert Djombo Bomodjo a été un modèle dans sa vie professionnelle que politique.

Notons que Gilbert Djombo Bomodjo laisse une veuve et cinq enfants.

Parfait Wilfried Douniama

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)

Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse

Directrice Générale p.i : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama

Assistante : Leslie Kanga

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,

Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya

Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Pascal Mongo-Slyhm, Roger Ngombé

Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou

Durly Emilia Gankama (cheffe de service)

ADIACTV

Coordonnateur : Quentin Loubou

Responsable des programmes: Mildred Moukenga

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.

Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Nana Londole, Jules Tambwe Itagali.

Alain Diasso, Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétaire général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo

Chef de service : Clotilde Ibara

Arnaud Bienvenu Zodialo.

PAO – MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi

Chef de service Maquette : Cyriaque Brice Zoba

Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgar Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL-BUREAU DE PARIS

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Dani Ndungidi

ADMINISTRATION - FINANCES

Directeur : Kiobi Chuldrón Abira

Assistant à la direction : Arcade Arnaud Bikondi

Chef de service RHC : Martial Mombongo

Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal Itoua Ossinga

Mbossa Viny, Abira Tachie, Mongo Hurcilla

DIRECTION COMMERCIALE

Responsable commercial : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Djongbot

Olabouré, Marina Zodialho, Mibelle Okollo

Chef de service diffusion : Guylin Ngossima

Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse

Assistante : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala

Adjoint à la direction : Elvy Bombete

Coordonnateur : Rachyd Badila

Adjoint: Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Boris Ebaka

Médiatrice culturelle : Émilie Eyala

Assistant: Eustel Chrispain Stevy Oba

Caissière: Jessica Iloki

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi

Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Directeur : Emmanuel Mbengué

ADIACT

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepechesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél.: (+242) 06 895 06 64

Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél : +242 05 200 6565, / Email: contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com

LEADERSHIP FÉMININ

Les femmes exhortées à plus d'engagement en politique

L'Organisation non gouvernementale «Avenir Nepad Congo» a animé, le 29 juillet au campus numérique à Brazzaville, un focus dénommé «Café citoyen sur le leadership féminin en Afrique». Développant un exposé à cet effet, la chercheuse Scholastique Diazinga, professeure titulaire en histoire, a invité les femmes et filles à plus d'engagement en politique afin de participer à la prise de décisions, que de demeurer spectatrice de la vie politique.

Un parterre de femmes et de filles a pris part à la conférence-débat animée sur le thème « Leadership de la femme africaine en politique ». Dans son évocation, Scholastique Diazinga est revenue sur la lutte politique menée par des femmes africaines en général. Parlant du Congo, l'historienne a rappelé aux femmes présentes le combat politique mené avec bravoure, engagement et conviction par d'éminences Congolaises depuis les indépendances. Du fait de leur détermination et leur militantisme, a affirmé Scholastique Diazinga, ces vaillantes dames ont marqué leur histoire, occupé des postes de responsabilité et participé tant soit peu à la prise de décision.

Au-delà de la politique, l'exposante a fait savoir que la femme doit militer dans tous les domaines de la vie courante au même titre que l'homme afin de contribuer utilement au développement du pays et des familles respectives.

« Depuis des lustres, certaines femmes se sont battues pour



Scholastique Diazinga posant avec les participantes./Adiac

promouvoir les droits des femmes. Nous devons donc nous lever pour jouer pleinement notre rôle dans la prise de décision politique. Il ne s'agit pas d'une révolte, mais d'une prise de conscience, car la femme doit s'informer et militer pour se présenter aux élections politiques. Les Africaines ne sont pas étran-

gères aux grandes conquêtes politiques du continent. Elles ont souvent été en première ligne dans les combats pour la libération des peuples sous la colonisation », a-t-elle souligné.

Et, pour les éveiller, le Café citoyen a adopté dix recommandations. Il s'agit, entre autres, de renforcer l'éducation civique

et politique des jeunes filles et des femmes, afin de favoriser leur participation active à la vie publique et aux processus de prise de décision. Il est aussi question d'encourager les partis politiques à promouvoir une représentation plus équitable des femmes dans les instances dirigeantes et lors des différentes échéances électorales.

Le Café citoyen suggère aussi de développer des programmes de mentorat et de leadership féminin, mettant en relation les jeunes femmes avec des personnalités expérimentées afin de renforcer leurs capacités et leur engagement politique. De même, il demande de sensibiliser les communautés, les familles et les médias à la lutte contre les stéréotypes et les préjugés qui freinent l'accès des femmes aux responsabilités politiques ; de renforcer les mécanismes de protection et d'accompagnement des femmes engagées en politique pour prévenir toutes les formes de violences, de discriminations et de harcèlement politique.

En initiant cette causerie-débat, l'objectif du Café citoyen est de renforcer la culture démocratique des femmes, d'identifier les freins à leur participation politique et de promouvoir un dialogue entre responsables politiques, acteurs de la société civile et citoyens, en faveur d'une gouvernance véritablement inclusive.

Firmin Oyé

PRÉSIDENTIELLE 2026

Le rapport d'Avenir Nepad épingle des dysfonctionnements

Cinq mois après la tenue de l'élection présidentielle du 15 mars, Avenir Nepad Congo a rendu, le week-end dernier, son rapport d'observation appelé «Veille citoyenne». Si le scrutin s'est tenu dans un climat de paix, dans son rapport, l'organisation non gouvernementale a épinglé quelques dysfonctionnements mineurs, aussi bien dans le processus préélectoral, électoral que postélectoral.

Publiant le rapport, le coordonnateur d'Avenir Nepad Congo, le Dr Etanislav Ngodi, a fait savoir que lors de l'élection présidentielle, sa structure avait déployé soixante-quinze observateurs sur le terrain, notamment à Brazzaville, Pointe-Noire, Ouesso, Owando et Sibiti, pour apprécier le déroulement du scrutin de manière globale.

En phase préélectorale, l'enquête d'Avenir Nepad Congo a relevé que la période réservée pour effectuer la révision des listes électorales était jugée très courte, ce qui n'avait pas permis à beaucoup d'électeurs de s'inscrire.

Dans le département du Pool, a-t-il poursuivi, l'enquête a relevé que l'opération s'était déroulée en pleine crise sécuritaire, empêchant ainsi les

électeurs d'aller s'enrôler.

A Brazzaville et Pointe-Noire en particulier, a notifié l'étude, le lancement de l'opération spéciale de traque des délinquants appelés «Bébés noirs», a apeuré et découragé beaucoup d'électeurs qui ont préféré la boycotter.

Pendant la campagne électorale, les enquêteurs d'Avenir Nepad Congo ont constaté, selon son coordonnateur Dr Etanislav Ngodi, un engouement remarquable, porté par les différentes dynamiques politiques, à travers des mobilisations citoyennes.

S'agissant du vote proprement dit, le scrutin s'était déroulé dans la paix et la quiétude à travers le pays, mais dans un climat de restriction et de violation flagrante des droits et libertés de la population, avec la



Le Dr Etanislav Ngodi, coordonnateur d'Avenir Nepad Congo./Adiac

coupure prolongée d'internet. Sur le volet communication, a-t-il dit, l'enquête a relevé un accès déséquilibré des candidats dans les médias publics. Elle a confirmé que durant

cette période, les médias d'Etat étaient ouverts essentiellement au candidat de la majorité présidentielle, au détriment de ses challengers qui eux, par manque de moyens

financiers, s'étaient contentés des médias privés et en ligne.

Pendant la campagne, l'enquête a épinglé aussi quelques actes mineurs de violence entre les militants dans certaines localités.

Pour prévenir des prochains scrutins apaisés, transparents, crédibles et démocratiques, Avenir Nepad Congo a adopté quelques recommandations. L'ONG recommande, en premier, le renforcement de l'éducation civique et électorale ; la poursuite des échanges sur les stratégies et mécanismes de suivi des recommandations issues des dialogues et concertations politiques précédents; l'indépendance des organes de gestion des élections, dans le but d'organiser à l'avenir des scrutins sans tension et contestation.

F.O.

ENTREPRENEURIAT

Lancement de l'exposition-vente des produits en perlage

Le ministre de l'Emploi, de l'Entrepreneuriat et de la Formation qualifiante, Rodrigue Charles Malanda Samba, a officiellement lancé, le 31 juillet à l'hôtel Pefaco, l'exposition-vente des produits de perlage fabriqués par les artisans congolais. Cet événement couronne une vaste formation qualifiante menée par le Fonds national d'appui à l'employabilité et à l'apprentissage (Fonea).

Pendant près de trois mois depuis le 20 avril, le Fonea a accompagné près de 1 500 jeunes à Brazzaville et à Pointe-Noire dans l'apprentissage des techniques de perlage. Malgré 109 décrochages en cours de route, le programme affiche un taux de réussite remarquable de 92,7 %, avec 1 391 apprenants (Hommes, femmes et personnes vivant avec un handicap) qui ont mené l'aventure à terme.

Afin de cerner avec précision les contours et la qualité des créations exposées, le ministre Rodrigue Charles Malanda Samba a personnellement visité l'ensemble des stands, joignant le geste à la parole en achetant divers articles. « Cet événement est bien plus qu'une fin de formation. Il marque l'aboutissement d'un investissement dans le capital humain et illustre la volonté du gouvernement de doter notre jeunesse des compétences pratiques directement mobilisables sur le marché du travail. Au-delà des compétences techniques apprises, cette formation a aussi mis l'accent sur la nécessité de vous doter d'un bagage constitué d'un savoir-faire, d'un savoir-être et d'une vision entrepreneuriale. Cette exposition-vente qui est ouverte au grand public, aux partenaires économiques et investisseurs et acheteurs potentiels permettra aux exposants de présenter leur création, de développer leur réseau, de re-



Visite des stands/Adiac

cevoir les commandes et d'ouvrir de nouvelles perspectives de commercialisation », a-t-il indiqué.

Au-delà de la technique pure, ce programme s'est distingué par son approche globale. Les bénéficiaires ont été initiés à la gestion d'entreprise, au calcul des coûts de production, à la fixation des prix, au marketing ainsi qu'à la commercialisation. Autant d'outils indispensables pour transformer de simples artisans en véritables créateurs de richesse, répondant ainsi à la vision des au-

torités de stimuler l'auto-emploi et de consolider la souveraineté économique nationale.

Le ministre en charge de l'Entrepreneuriat a particulièrement salué le caractère inclusif de cette cohorte, qui a fait la part belle aux personnes vulnérables, notamment celles vivant avec un handicap, prouvant si besoin en était que le talent ignore les barrières physiques.

Prenant la parole, le directeur général du Fonea est revenu sur les jalons de cette réussite collective, soulignant l'importance de l'ac-

compagnement institutionnel. « Depuis le 20 avril 2026 et durant pratiquement trois mois, le Fonea a accompagné ces jeunes avec une seule conviction : celle que chaque compétence acquise est une porte qui s'ouvre vers l'emploi et vers la dignité de notre jeunesse. Aujourd'hui, cette conviction prend vie à travers les talents que nous découvrons et surtout à travers les œuvres remarquables qui témoignent de leur savoir-faire. Nous clôturons cette formation avec un taux de

92,7 % ; en effet, sur une projection de 1 500 jeunes entre Brazzaville et Pointe-Noire, il y a eu 109 décrochages et 1 391 apprenants qui ont persévéré jusqu'au bout de l'aventure », a expliqué Patrick Robert Ntsibat. Les efforts conjoints du ministère de tutelle, du comité de direction du Fonea ainsi que de l'entreprise partenaire SAR ont également été chaleureusement mis en avant pour expliquer la concrétisation rapide et qualitative de ce projet d'apprentissage.

Un appel vibrant à consommer local

Prévue du 31 juillet au 3 août, cette exposition-vente se pose comme le véritable premier marché de ces nouveaux entrepreneurs. Afin de pérenniser cette dynamique, Rodrigue Charles Malanda Samba a lancé un appel pressant. « J'invite les administrateurs publics et privés, les entreprises, les partenaires techniques et financiers ainsi que l'ensemble des Congolais à acquérir les produits de cette exposition-vente pour promouvoir le Made in Congo », a-t-il appelé.

À travers cette initiative, le Congo démontre une fois de plus que ses filières artisanales constituent un levier redoutable d'insertion professionnelle, d'émancipation sociale et de valorisation du génie créatif national.

Rude Ngoma

DÉLINQUANCE FAUNIQUE

La prison ferme pour trois braconniers à Djambala

Selon le verdict rendu par le tribunal de grande instance de Djambala, dans le département des Plateaux, trois braconniers vont solidairement payer une amende de cent cinquante mille FCFA et verser cinq millions FCFA de dommages et intérêts à l'Etat congolais.

Justin Moko Péa, alias Colonel, condamné à trois ans d'emprisonnement ferme, ainsi que Ghislain Akouala Maloba et Enoch Ikombu, condamnés à deux ans d'emprisonnement ferme, avaient été interpellés par les services habilités. Ils avaient en leur possession des armes à feu dont une de guerre, des munitions de guerre, huit morceaux d'ivoire pesant au total plus de 31 kg et bien d'autres objets. Informée, la Direction départementale de l'Economie forestière a bénéficié des services techniques du Projet d'appui à l'application de la loi sur la faune sauvage pour traiter ce dossier.

Prélude à leur audience publique, ces condamnés avaient été déférés, le 2 juin dernier, et placés sous mandat de dépôt. Le 8 juillet, l'affaire a connu sa deuxième

audience au cours de laquelle les trois individus ont reconnu les faits qui leur sont reprochés avant que le dossier ne soit renvoyé le 22 juillet pour que la décision soit rendue.

Le tribunal ayant rassemblé toutes les preuves dans cette affaire a condamné le premier pour les faits d'abattage d'animaux intégralement protégés, en l'occurrence les éléphants, détention illégale d'armes et munitions de guerre mis à sa charge. Les deux autres ont été reconnus coupable de complicité de ces faits.

Selon les sources proches du dossier, Justin Moko Péa, alias Colonel, et ses complices auraient participé à l'abattage de plusieurs pachydermes dans les forêts du



Les objets saisis/Adiac

district de Lékana. Ils seraient des étrangers dans ce district et proviendraient des localités comme Gamboma, dans le département

de la Nkényi-Alima; Mossaka, dans le Congo-Oubangui. Plusieurs autres complices seraient encore en cavale et les enquêtes se

poursuivent afin de démanteler ce réseau des braconniers et trafiquants de produits de la faune.

Fortuné Ibara

INDUSTRIE

Faire de la filière ciment un levier de développement

Pour booster son développement économique, le Congo mise aussi sur la filière ciment. Le ministre du Développement industriel, des Zones économiques spéciales et de la Promotion du secteur privé, Michel Djombo, a réitéré cette ambition, récemment, au terme de la visite des cimenteries implantées dans les départements du Niari et de la Bouenza, au Sud du Congo.

La descente du ministre Michel Djombo dans les unités de production du Niari et de la Bouenza est la suite d'une mission d'inspection et de prise de contact dans les structures sous tutelle qu'il a amorcée juste après sa nomination, en vue de se faire une idée de ce qui se fait sur le terrain.

En compagnie de ses collaborateurs, le ministre a visité, en premier, le chantier de construction de la cimenterie Tao-Tao, une unité appartenant aux partenaires indiens. Implantée au village Mafounbou, dans le district de Louvakou, près de Dolisie, chef-lieu du département du Niari, cette usine a un taux d'exécution des travaux estimé à 90%. A terme, elle produira dans un premier temps 600 000 tonnes par an.

Ensuite, Michel Djombo s'est rendu à l'usine Forspak, toujours à Louvakou. Tenue par les partenaires chinois et opérationnelle depuis 2013, cette unité de production, elle aussi,

fonctionne bien, avec une capacité de production initiale de 300 000 tonnes par an, soit environ 750 tonnes par jour.

Dans le département de la Bouenza, par contre, la délégation ministérielle a inspecté deux cimenteries. Il s'est agi, en premier, de l'usine Dangote Cement Congo, construite au village Mfila, dans le district de Yamba. Inaugurée en novembre 2017, cette cimenterie a une capacité de production annuelle estimée à 1,5 million de tonnes de ciment. Pourvue des équipements modernes et d'un laboratoire de qualité, Dangote ciment Congo tourne bien et à plein régime, a constaté Michel Djombo.

Le ministre et sa suite ont clôturé leur ronde à l'usine Sonocc dont l'Etat congolais est coactionnaire avec des investisseurs chinois. Là aussi, les affaires fonctionnent à merveille, à la grande satisfaction du ministre.

A chaque étape, Michel Djom-



Une vue de l'usine de ciment à Dolisie/Adiac cimenterie congolaise. Michel Djombo compte soutenir les investissements productifs, développer les exportations et faire de cette filière un levier majeur de la souveraineté industrielle et de la diversification de l'économie nationale.

Firmin Oyé

bo a eu des échanges avec les responsables des cimenteries. Leurs entrevues avec lui leur a donné de nouvelles orientations visant à développer la filière, afin d'adapter la stratégie nationale à un contexte marqué par une capacité de production supérieure aux be-

soins du marché local.

Parmi les pistes de solution identifiées, figure le développement des partenariats public-privé. A cet effet, le ministre a réaffirmé sa volonté de fonder l'action publique dans la filière, afin de renforcer la compétitivité de l'industrie

PROMOTION DU SECTEUR PRIVÉ

Le ministre Michel Djombo félicite l'ITE

Dans le cadre des visites d'imprégnation du travail réalisé par des partenaires privés, le ministre du Développement industriel, de la Promotion du secteur privé et des Zones économiques spéciales, Michel Djombo, a effectué, le 31 juillet à Brazzaville, une descente à l'usine agroalimentaire Industrie de transformation et d'emballage (ITE), à l'issue de laquelle il a salué le travail qui s'y fait.

La visite a commencé par le laboratoire, notamment la salle physico-chimique où le ministre Michel Djombo a été impressionné par la forte présence des femmes dans ce milieu souvent attribué aux hommes. Par la suite, elle s'est poursuivie successivement dans les zones de production d'eau, de jus et enfin, de chips. Dans ces différentes zones, le ministre a pu voir comment se passe le traitement des produits, la mise en bouteille ou l'emballage (Pour les chips), puis le transport vers les dépôts.

Enfin, la visite s'est achevée dans la salle d'onduleurs électriques (Production d'énergie). Lors de son passage dans cette salle, le ministre a loué les initiatives mises en place, entre autres, l'utilisation des panneaux solaires pour remédier à l'instabilité électrique.

Pour le directeur général de l'ITE, Hassan Abdul Reda, cette visite du ministre a été un encouragement à repousser davantage les limites de cette industrie pour répondre à la demande du marché congolais. « C'est avec un grand plaisir que nous recevons la visite de monsieur le ministre. Cela

nous encourage beaucoup, nous pousse à continuer à rendre l'inscription "Made in Congo" digne du consommateur, pour que nous soyons tous à la hauteur des directives et de la vision de son excellence monsieur le président de la République, en ce qui concerne l'industrialisa-

tion du pays », a-t-il déclaré. Depuis sa création en octobre 2018, l'ITE, société de droit congolais, ne cesse de multiplier les initiatives pour s'imposer dans le marché national. Le ministre a dressé un bilan positif au terme de sa visite. « Nous avons pu constater que c'est une société durable, engagée

dans des investissements massifs et continus et qui s'assure de mettre en place un processus de production le plus compétitif possible. Elle s'assure d'avoir tous les intrants locaux possibles qui sont intégrés dans la production. Et cela, c'est quelque chose de particulièrement louable », a-t-il expliqué.

Au-delà de la qualité du service que propose l'ITE, le ministre a aussi félicité la qualité de la main-d'œuvre qu'on y trouve. « Ce que j'ai pu observer aussi, c'est la forte concentration d'employés locaux. Sur 500 employés, c'est 480 qui sont des Congolais. Et cela, c'est une grande fierté », s'est réjoui le ministre. Après cette visite, Michel Djombo poursuivra sa descente dans d'autres sociétés.

Fortuné Ibara



Le ministre entouré des agents de l'entreprise/Adiac

ASSAINISSEMENT

Nettoyage des artères à Brazzaville

À l'occasion du premier samedi du mois, dédié à l'opération « Zéro déchet plastique », le ministre de l'Assainissement, de l'Entretien routier et du Développement local, Juste Désiré Mondelé, a perpétué, le 1^{er} août, la traditionnelle campagne de sensibilisation et de nettoyage des artères de Brazzaville, à quelques jours de la célébration du 66^e anniversaire de l'indépendance du Congo.

« Nous sommes à quatorze jours de la fête nationale. Comme à l'accoutumée, avant les festivités, on nettoie, on rend notre maison plus belle. C'est ce qui se fait à Brazzaville aujourd'hui », a déclaré le ministre Juste Désiré Mondelé, en présence du maire de Brazzaville, Dieudonné Bantimba, et des représentants du Programme des Nations unies pour le développement et de la Fondation Congo Assistance. Il a invité la population à constater les travaux d'embellissement réalisés dans plusieurs espaces de la capitale, notamment le nettoyage des berges et des bassins versants naturels. Le ministre de l'Assainissement, de l'Entretien routier et du Développement local a toutefois insisté sur un constat récurrent: la saleté dans l'espace public est avant tout le fait de l'homme. « *Le citoyen veut une chose et son contraire. Il souhaite que la ville soit propre, mais il contribue parfois à ce qu'elle ne le soit pas* ». À cet effet, il a lancé un appel à la citoyenneté, au patriotisme et à la responsabilité individuelle. « *La propreté est l'affaire de tous. Chaque petit geste compte pour faire de Brazzaville une ville verte et belle* », a-t-il dit.

Interrogé sur la persistance du marché illicite des sachets en plastique, malgré le décret interdisant leur commercialisation, le ministre Juste Désiré Mondelé a estimé que la pédagogie et la répression doivent aller de pair. « Au-delà de la répression, c'est une question de santé. Le plastique pollue le sol pendant des années et provoque des maladies. Il faut sensibiliser, éduquer et aimer sa ville, son quartier, son pays », s'est-il exprimé, saluant, par ailleurs, le rôle essentiel de la presse dans l'amplification du message.

Toutefois, le ministre rappelle que cette opération s'étendra prochainement aux autres villes, en lien avec la rentrée scolaire. « *Nous allons nous impliquer avec mes collègues de l'Éducation nationale pour préparer cette rentrée et toucher les apprenants à l'intérieur du territoire* », a poursuivi Juste Désiré Mondelé. Pour lui, le Plan national de l'assainissement et de l'hygiène



(PNA), récemment approuvé par le gouvernement, constitue désormais le cadre stratégique

de référence. « *Chacun jouait sa partition séparément. Avec le PNA, nous allons harmoniser nos ac-*

Les autorités ramassant les déchets/Adiactions pour des résultats cohérents et concrets », a-t-il précisé.

Le ministre a clôturé la journée par la visite de plusieurs sites réaménagés de la capitale. Il a pu constater les avancées des travaux d'embellissement et échanger avec les équipes mobilisées, louant leur engagement.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

« Nous allons nous impliquer avec mes collègues de l'Éducation nationale pour préparer cette rentrée et toucher les apprenants à l'intérieur du territoire »

INSERTION PROFESSIONNELLE:

Des jeunes formés aux métiers de l'hôtellerie

L'association La Dynamique «Owando Pluriel», présidée par l'honorable Abel Owassa, premier questeur de l'Assemblée nationale de la République du Congo, a organisé une session de formation théorique et pratique aux métiers de l'hôtellerie dans les locaux du complexe touristique Mombo Beach à Owando.

Inspirée par la célèbre citation de Ray Kroc, fondateur de la chaîne de restauration rapide McDonald's: « *Si vous pensez que la formation coûte cher, songez au prix de l'ignorance* », l'association place la formation professionnelle et qualifiante au cœur de son action en faveur de l'employabilité des jeunes. Dans cette dynamique, elle organise régulièrement des sessions de formation gratuites dans les métiers des services et de l'artisanat ouvertes aux jeunes venus de toutes les régions de la République du Congo.

Ainsi, du 20 au 27 juillet 2026, une cinquantaine de jeunes, originaires de plusieurs localités du pays, dont certains



Photo de famille après la session de formation/DR

de Brazzaville, ont bénéficié d'une formation théorique et pratique en hôtellerie sur les rives du fleuve Kouyou à Owando, dans le département de la Cuvette. Les enseignements ont été assurés par un expert hôte-

lier du Groupe Princesse Divine Consulting. Le complexe touristique Mombo Beach, propriété de Chryst Bonaventure Engobo, a accueilli cette session de formation, permettant aux participants de mettre en pratique les

connaissances acquises à travers des mises en situation réelles dans le restaurant, l'hôtel et la salle des fêtes de l'établissement.

Interrogé sur l'organisation de cette initiative, Chryst Bonaventure Engobo a dé-

claré: « *C'est une initiative de l'association La Dynamique «Owando Pluriel»* ». Il a également confirmé la poursuite de ce programme de formation destiné aux jeunes, sous l'impulsion de l'honorable Abel Owassa.

Il convient de rappeler que l'objectif statutaire de l'association La Dynamique «Owando Pluriel» est de contribuer à l'employabilité des jeunes et à la lutte contre la précarité. Cette action s'inscrit dans la continuité des initiatives déjà menées à Owando par l'association « Aime ta ville – Fais-la vivre », qui œuvre également en faveur de l'autonomisation et de l'insertion des jeunes.

Marie Alfred Ngoma

SYSTÈME DE SANTÉ EN ZONE RURALE

Kaani Assistance publie un livre blanc sur l'initiative « Mama telama »

Le paysage sanitaire rural congolais fait l'objet d'un signal d'alarme retentissant. L'organisation non gouvernementale Kaani Assistance a officiellement publié, le 31 juillet, un livre blanc issu des missions de terrain menées depuis 2023 dans les départements du Pool, de la Bouenza et de la Sangha. Ce document expose sans fard la fracture béante entre les promesses constitutionnelles du droit à la santé et la dure réalité vécue au quotidien par la population des zones reculées et le personnel soignant.

Porté par la National endowment for democracy via l'association Friends of the Congo, le rapport de Kaani assistance met en lumière la déliquescence avancée des Centres de santé intégrés (CSI). À Goma Tsé-tsé, Kinkala, Mouyondzi, Kolo, Kingoué, Sembé ou encore Elo-go, les constats convergent ; infrastructures dégradées, absence d'eau courante et d'électricité, pénuries chroniques de matériel médical de base et manque cruel de personnel qualifié. Cette précarité structurelle pèse lourdement sur les indicateurs sanitaires nationaux. Entre 2010 et 2022, le taux de mortalité maternelle est passé de 195 à 302 pour 100 000 naissances vivantes, une tragédie que Kaani Assistance qualifie d'évitable. Les données actualisées pour la période 2024-2025 confirment cette vulnérabilité accrue, marquée par des ruptures quasi-généralisées de stocks d'antirétroviraux, le dépassement des seuils d'alerte pour le paludisme et des tensions

budgétaires chroniques réduisant la part de la santé dans le produit intérieur brut.

Quand les femmes prennent leur destin en main

Face à ces défaillances institutionnelles, l'organisation non gouvernementale (ONG) a résolument choisi de placer les usagères au cœur de la riposte. Comme l'explique Franche Malanda, responsable des projets, ce travail a été mené en étroite connivence avec les femmes de ces localités, celles qui sont en première ligne face aux carences du système de santé. C'est dans cet esprit d'autonomisation qu'est née l'initiative de la mutuelle de santé communautaire « Mwama telama ». Fondée sur la solidarité locale, cette stratégie permet aux adhérentes de cotiser mensuellement à hauteur d'environ 1 000 FCFA pour soutenir l'équipement de leur CSI de rattachement. En contrepartie, lorsqu'une femme membre



Les responsables de Kaani Assistance/Adiac sollicite les services de la structure médicale, ses frais de prise en charge sont réduits de moitié. Actuellement opérationnelle à Goma Tsé-tsé, Kolo et Elo-go, cette initiative démontre une résilience communautaire. Cependant, la coordinatrice de l'ONG, Luce Bénédicte Ngarougoué, pose une limite de taille: la mobilisation populaire ne saurait pallier l'absence de médicaments

sique des CSI, d'assurer une affectation équitable de sages-femmes et d'infirmiers assortie d'un versement régulier des salaires, de rétablir la gratuité des antipaludiques pour les mères et les enfants, et de garantir un approvisionnement permanent en médicaments essentiels. Au niveau local, l'appel est lancé pour le déploiement de relais de santé communautaire et le renforcement des comités de gestion intégrant les usagers. Enfin, les partenaires internationaux sont invités à soutenir durablement le financement des soins de santé primaires en milieu rural et à accompagner l'extension du modèle mutualiste. À travers ce livre blanc, Kaani Assistance rappelle qu'un accès équitable à la santé n'est ni un privilège urbain ni une faveur, mais un impératif de justice sociale et un droit fondamental inaliénable pour chaque citoyen de la République du Congo.

Rude Ngoma

DGSP

Les structures sous tutelle reçoivent leurs étendards

Le directeur général de la sécurité présidentielle, le général Serges Oboa, en compagnie du commandant des forces de police, le général André Fils Obami Itou, a remis, le 31 juillet, à Brazzaville des étendards des grandes structures de la sécurité présidentielle.



Les quatre étendards remis aux structures/Adiac

La cérémonie est intervenue quelques jours après la présentation officielle de l'étendard de la Direction générale de la sécurité présidentielle (DGSP) elle-même, marquant ainsi une étape supplémentaire dans la reconnaissance des unités qui la composent. À cet effet, quatre formations majeures de la DGSP ont officiellement reçu leurs étendards : le Centre de formation militaire d'Ignié, le Groupement des missions spéciales, la Direction de la protection, et la Direction des forces spéciales. Dans son allocution, le directeur général, Serges Oboa, a rappelé aux unités récipiendaires qu'elles en sont désormais les dépositaires et qu'elles auront à charge d'en perpétuer l'honneur, la tradition et la conservation. La remise de ces étendards fait partie du renforcement du dispositif de la sécurité présidentielle et de la reconnaissance des unités qui la composent. Un défilé militaire auquel ont pris part les différentes unités a ponctué cette manifestation. Par cet événement, la Direction générale de la sécurité présidentielle réaffirme son attachement aux valeurs militaires et à la continuité des traditions qui fondent l'honneur de ses formations, dans le cadre de ses missions de protection des plus hautes autorités de l'État.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

HÉPATITE B

Une épidémie silencieuse pour le capital humain de l'Afrique

Avec 64 millions de porteurs chroniques et plus de 300 000 décès annuels, l'hépatite B est devenue un enjeu majeur de sécurité sanitaire, de souveraineté pharmaceutique et de développement économique. En lançant une boîte à outils clinique continentale, Africa CDC transforme la lutte contre cette maladie en bataille stratégique pour l'avenir du continent.

Longtemps reléguée au second plan derrière le VIH, le paludisme ou la tuberculose, l'hépatite B apparaît aujourd'hui comme l'une des plus grandes urgences sanitaires du continent africain. En annonçant le lancement d'une boîte à outils opérationnelle et d'une application mobile destinées aux agents de santé, les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC) envoient un signal fort : l'Afrique entend reprendre l'initiative face à une maladie qui fragilise son capital humain et freine son développement. Les chiffres donnent la mesure du défi. Avec 64 millions de personnes vivant avec une hépatite B chronique, le continent concentre près de 68 % des nouvelles infections mondiales. Pourtant, seuls 6 % des malades ont été diagnostiqués et moins de 2 % reçoivent effectivement un traitement. Cette équation sanitaire révèle l'un des paradoxes majeurs de l'Afrique : des médicaments efficaces existent, mais l'accès au dépistage, au diagnostic et à la prise en charge demeure extrêmement limité. Au-delà de la santé publique, cette situation constitue également un enjeu économique et géostraté-

gique. Une population active touchée par des maladies chroniques entraîne une baisse de la productivité, une augmentation des dépenses de santé et une pression accrue sur des systèmes hospitaliers déjà fragilisés. Les conséquences se répercutent directement sur la croissance, la compétitivité et la capacité des États à mobiliser leurs ressources internes. L'initiative d'Africa CDC illustre également une évolution importante de la gouvernance sanitaire africaine. En traduisant les recommandations de l'OMS en algorithmes cliniques simples, accessibles sur téléphone mobile et adaptés aux centres de santé ruraux, l'institution panafricaine privilégie une approche pragmatique fondée sur la décentralisation des soins. Il s'agit d'une véritable stratégie d'intelligence sanitaire : rapprocher l'expertise médicale de la population éloignée des grands centres hospitaliers. Cette démarche répond à une réalité démographique majeure. Une grande partie de la population africaine vit dans des zones où l'accès à un spécialiste reste difficile. Dans ces conditions, renforcer les capacités des personnels de santé de première ligne devient un impératif de

sécurité sanitaire nationale. La faible couverture vaccinale constitue toutefois la principale vulnérabilité. Avec seulement 17 % des nouveau-nés recevant la dose de naissance contre l'hépatite B, l'Afrique reste loin des objectifs internationaux. Or, un enfant infecté à la naissance présente un risque extrêmement élevé de développer une infection chronique susceptible d'évoluer vers une cirrhose ou un cancer du foie. Derrière cette bataille médicale se joue donc une question de souveraineté. En appelant à un financement domestique accru, Africa CDC rappelle que la dépendance à l'aide extérieure ne peut constituer une stratégie durable. L'Égypte, le Rwanda ou encore l'Ouganda démontrent déjà qu'un engagement politique fort peut transformer la trajectoire de cette maladie. L'hépatite B n'est plus seulement un problème de santé. Elle est devenue un enjeu de sécurité humaine, de résilience économique et de puissance sanitaire. La capacité de l'Afrique à éliminer d'ici à 2030 constituera aussi un test de sa capacité à construire son autonomie stratégique en matière de santé publique.

Noël Ndong



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

World Cola annonce un partenariat panafricain d'exception avec Samuel Eto'o.

Quand une légende rencontre une marque ambitieuse, l'impact dépasse le simple partenariat : il devient une source d'inspiration.

Pointe-Noire, 13 juillet 2026 – Lancée en 2016, la marque de cola World Cola est commercialisée dans 14 pays du continent africain. World Cola est présente dans les moments de consommation du quotidien comme lors des grands rendez-vous populaires, elle a également fait du football un axe important de son développement.

World Cola est aujourd'hui fière d'annoncer un partenariat stratégique majeur avec l'icône du football mondial et personnalité parmi les plus influentes du continent africain Samuel Eto'o.

Cette collaboration marque une étape majeure dans l'histoire de la marque et ouvre un nouveau chapitre placé sous le signe de l'ambition, de l'inspiration et du rayonnement africain.

Plus qu'un ambassadeur, Samuel Eto'o incarne un parcours exceptionnel. Son palmarès, sa détermination et sa capacité à inspirer des générations de jeunes font de lui une figure emblématique dont l'impact dépasse largement les terrains de football. Son histoire, construite sur le travail, l'excellence et le dépassement de soi, trouve un écho naturel auprès des millions de consommateurs qui suivent et soutiennent World Cola à travers l'Afrique.

À travers cette alliance, World Cola s'associe à une personnalité dont les valeurs reflètent la volonté constante de la marque de célébrer les moments de vie, les passions et les aspirations d'une jeunesse africaine confiante, connectée et tournée vers l'avenir.

Ce partenariat donnera vie à de nombreuses initiatives à l'échelle panafricaine. Campagnes de communication, contenus exclusifs, rencontres privilégiées, événements de proximité et activations inédites viendront rythmer cette collaboration et offrir aux consommateurs des expériences toujours plus fortes et mémorables.

Cette annonce marque ainsi le début d'une aventure prometteuse tout en donnant une nouvelle dimension à son rayonnement à travers le continent.

World Cola – Bascule dans un monde rafraîchissant.

CONTACTS PRESSE :

Christelle NZOUNGANI / Murielle DAMBA :
(+242) 06 704 83 40 / 06 735 61 33
murielle.bamana@castel-africa.com
christelle.bakadila@castel-africa.com

SCANNER &
SUIVEZ NOUS
FACEBOOK



CORRIDOR ROUTIER BANGUI-DOUALA

La Banque mondiale finance la modernisation

La première phase du vaste programme de modernisation du corridor économique Douala-Bangui vient d’être lancée avec l’appui de la Banque mondiale. Doté d’un financement initial de 525 millions de dollars, dont 425 millions destinés au Cameroun, ce projet vise à réhabiliter près de 800 kilomètres de routes, fluidifier les échanges commerciaux entre le Cameroun et la République centrafricaine(RCA) et renforcer l’intégration économique en Afrique centrale.

Le chantier de transformation du corridor routier Douala-Bangui entre dans une nouvelle phase. Après l’approbation, le 12 juin dernier, d’un programme de financement de 1,12 milliard de dollars, la Banque mondiale vient de confirmer le lancement de la première étape de ce projet stratégique pour l’Afrique centrale. Cette première phase mobilise 525 millions de dollars, répartis entre le Cameroun (425 millions), la RCA (90 millions) et la Communauté économique et monétaire de l’Afrique centrale (Cémac), qui bénéficiera d’un appui régional destiné à préparer les prochaines étapes du programme. Long de plus de 1 400 kilomètres, le corridor Douala-Bangui constitue la principale porte d’entrée commerciale de la RCA. Plus de 80 % des marchandises destinées à ce pays et près de 70 % de



Un axe routier en cours de réhabilitation au Cameroun/DR

celles à destination du Tchad transitent par cet axe. Pourtant, la vétusté des infrastructures et la multiplication des contrôles routiers ralentissent fortement le trafic. En raison du mauvais état de la route, il faut entre neuf et douze jours pour relier Douala à Bangui. Les tracasseries administratives sur le corridor ont été également dénoncées.

Au Cameroun, les investissements porteront sur un vaste programme de modernisation de près de 800 kilomètres de routes. Les travaux concernent notamment la reconstruction de la route Yaoundé-Douala sur 215 kilomètres ainsi que la réhabilitation des sections Yaoundé-Bonnis-Ayos (332 kilomètres) et Bonnis-Bertoua. L’objectif est de fluidifier la

circulation des marchandises entre le port de Douala et la RCA. Le projet prévoit également une modernisation complète de la gestion du transport routier. Des stations automatiques de contrôle de la charge à l’essieu seront installées afin de limiter la surcharge des poids lourds. Un système de présélection permettra d’identifier automatiquement

les véhicules suspects avant leur passage à la station de pesage, tandis que les éventuelles sanctions seront traitées de manière entièrement numérique. Les retombées économiques attendues sont importantes. Selon les estimations de la Banque mondiale, le programme devrait générer entre 2 000 et 4 000 emplois directs et indirects tout au long de sa mise en œuvre. Les activités d’entretien des infrastructures pourraient également créer entre 150 et 250 emplois supplémentaires chaque année. À terme, la modernisation du corridor Douala-Bangui devrait transformer l’un des principaux axes commerciaux d’Afrique centrale, en facilitant la circulation des biens et des personnes, en réduisant les coûts logistiques et en renforçant la compétitivité économique de toute la sous-région.

Fiacre Kombo

ATELIER 5
ESPACE BEAUTÉ

Parce que vous méritez notre expertise

FORFAITS DÉCOUVERTE

Offre exclusive · Réservée aux nouvelles clientes · 1 utilisation par cliente

DÉCOUVERTE

«MON PREMIER ÉCLAT»

Hamam – 1 heure
Soin visage flash éclat – 1 heure
Pose vernis normal

Bon de réduction -20% sur l’achat de produits

50 000 FCFA

35 000 FCFA

ÉCONOMIE : 15 000 FCFA • -30%

DÉCOUVERTE

«BEAUTÉ INITIATION»

Shampooing traitant + Brushing
Massage relaxant – 1 heure
Épilation sourcils

Bon de réduction -20% sur l’achat de produits

50 000 FCFA

35 000 FCFA

ÉCONOMIE : 15 000 FCFA • -30%

NOS FORFAITS BIEN-ÊTRE

Consultez votre conseillère pour composer votre séjour idéal

Éclat Total 99 000 FCFA

Pause Bien-Être 59 000 FCFA

Beauté du Quotidien 55 000 FCFA

Reine d’un Jour 95 000 FCFA

Harmonie Couple 100 000 FCFA

Corps Sublimé 60 000 FCFA

Épilation Complète 45 000 FCFA

Abonnement Mensuel 49 000 FCFA/mois

Hamam · Gommage en grain · Massage relaxant · Soin visage unifiant · Manucure + Pédicure · Pose vernis permanent

Journée complète – économie de 36 000 FCFA

Hamam (1 h) · Massage relaxant (1 h) · Soin visage flash éclat (1 h) · Pose vernis normal

Demi-journée – économie de 21 000 FCFA

Soins complets cheveux · Brushing · Manucure (45 min) · Pédicure (1 h) · Épilation sourcils + lèvre

3 heures environ – économie de 20 000 FCFA

Soins cheveux · Tissage avec frontale · Soin visage unifiant · Maquillage de cérémonie · Manucure + Pédicure · Épilation sourcils

Événements & cérémonies – économie de 35 000 FCFA

Hamam (1 h) · Massage relaxant · Manucure + Pédicure · Soin visage unifiant – pour 2 personnes

Forfait existant Atelier 5

Hamam (1 h) · Gommage en grain (45 min) · Soins drainants jambes (45 min) · Massage de pieds (30 min)

Détox corps – économie de 20 000 FCFA

Aisselles · Jambes complètes · Bikini intégral · Sourcils · Lèvre supérieure

Toutes zones en 1 séance – économie de 15 000 FCFA

Shampooing + Brushing · Manucure · Pose vernis permanent · Soin visage (au choix) – engagement 3 mois

Valeur mensuelle 70 000 FCFA – économie de 21 000 FCFA/mois

CONDITIONS & INFORMATIONS

Les forfaits Découverte sont réservés aux nouvelles clientes, non cumulables, sur rendez-vous uniquement.

-Un bon de réduction de -20% est offert sur l’achat de produits à l’issue de tout forfait Découverte.

-Les forfaits sont disponibles sur rendez-vous. Annulation gratuite jusqu’à 24h avant la séance.

-L’Abonnement Mensuel est soumis à un engagement minimum de 3 mois.

-Tous les prix sont exprimés en FCFA et incluent les prestations mentionnées.

ATELIER 5 – SALON DE BEAUTÉ

Av. Amilcar Cabral, 1^{er} étage, Tours Jumelles · Face Radisson Blu Hôtel · Centre-ville, Brazzaville

Tél : 06 989 89 93 / 05 070 49 49 · Email : 242atelier5@gmail.com

@atelier5_242 | @atelier5 | @instituteatelier5

JIFA 2026

Échange sur le leadership féminin

À l'occasion de la Journée internationale de la femme africaine et afro-descendante (Jifa) 2026 organisée autour du concept « Femme Adapt Climat », des femmes responsables politiques, diplomates, dirigeantes d'institutions internationales, expertes et entrepreneures d'Afrique et d'Europe se sont réunies, en présentiel et en webinaire, afin d'échanger sur les enjeux du leadership féminin et du développement durable.

Organisée le 31 juillet dernier, l'édition de la Jifa 2026 s'est tenue sur le thème « Célébrer le leadership et l'engagement des femmes au service du développement du continent ». Les échanges ont mis en lumière la contribution essentielle des femmes au développement politique, économique, social et culturel de l'Afrique. Les travaux ont notamment porté sur plusieurs sous-thèmes majeurs, dont « Femme et résilience territoriale : quelle place dans les politiques publiques de demain ? » et « Elles osent diriger, inspirer et transformer les grandes institutions et les grandes entreprises ».

De nombreuses personnalités ont pris part aux débats, notamment Sylvie Baïpo-Temon, ministre des Affaires étrangères, de la Coopération internationale, de la Diaspora et de la Francophonie de la République centrafricaine ; Dieynaba Diop, députée des Yvelines ; Nana Oumou Touré Sy, directrice du secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest ; Luciano Andriamaro, spécialiste des



écosystèmes d'eau douce et de l'eau potable à l'Organisation internationale de la Francophonie; Kenneth Bourienne, directrice de cabinet adjointe auprès de la ministre de la Transition écologique ; Elsa Hélène, directrice des Relations publiques et du Développement international du Club ELIT ; ainsi que Marie Michèle Goma-Sambot, membre du Comité central du Parti congolais du travail et membre d'ONU Femmes France, qui est intervenue en vi-

sioconférence pour partager son engagement en faveur des droits des femmes et des filles.. Dans leurs interventions, l'ensemble des participantes et participants ont unanimement souligné le rôle déterminant des femmes dans la transformation des économies africaines et dans la construction de sociétés plus inclusives, résilientes et durables. Au cours de son intervention, Marie Michèle Goma-Sambot a rap-

pelé la mise en place d'un numéro vert gratuit permettant de signaler les violences faites aux femmes, un dispositif renforcé par la loi Mouebara, qui encadre la protection des femmes contre les violences. Marie Michèle Goma-Sambot a également souligné les efforts entrepris par la ministre pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes et encourager une plus grande représentation des femmes dans les instances de décision, considérant leur participation aux responsabilités comme un levier indispensable du développement et de la gouvernance. Cette édition 2026 de la Jifa a ainsi confirmé la place incontournable des femmes dans les politiques publiques, la gouvernance, la résilience climatique et le développement du continent africain. Les échanges ont réaffirmé la nécessité de poursuivre les actions en faveur de leur autonomisation, de leur protection et de leur accès aux plus hautes responsabilités, afin de bâtir des sociétés plus justes, inclusives et durables.

Marie Alfred Ngoma



MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ET DE L'HYDROÉLECTRICITÉ



PROJET D'AMÉLIORATION DES SERVICES D'ÉLECTRICITÉ



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

(SERVICES DE CONSULTANT - SELECTION DE FIRMES) -- N° 007/MEH/PASEL/UGP-SC-2026

RELATIFS AU RECRUTEMENT D'UN CABINET CHARGE DU RENFORCEMENT DU SYSTÈME DE GESTION PATRIMONIALE DES INFRASTRUCTURES DE LA CONGOLAISE DES EAUX

Pays : République du Congo

Nom du projet : Projet d'Amélioration des Services d'Electricité (P501343)

Prêt BIRD n° : 9686-CG

Intitulé de la mission : Relatifs au recrutement d'un cabinet chargé du renforcement du système de gestion patrimoniale des infrastructures de la Congolaise des Eaux

N° de référence : CG-060-PASEL-SC-25

1.Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour couvrir le coût du Projet d'Amélioration des Services d'Electricité et a l'intention d'affecter une partie des ressources accordées au titre de ce prêt pour financer le contrat de services d'un cabinet chargé du renforcement du système de gestion patrimoniale des infrastructures de la Congolaise des Eaux.

2.Les services de consultant (« les Services ») comprennent entre autres : (i) Diagnostic institutionnel et technique du système existant; (ii) Revue documentaire et collecte des données sur le terrain ; (iii) Conception du référentiel patrimonial (codification, fiches techniques, etc.); (iv) Rédaction participative des manuels de procédures; (v) Conception d'un outil numérique d'aide à la gestion; (vi) Organisation d'ateliers de validation et de formation.

La durée estimative de mise en œuvre de la mission est de douze (12) mois.

3.Les Termes de Référence (TDR) détaillés de

la mission sont disponibles à l'adresse indiquée ci-dessous.

4.Le Projet d'Amélioration des Services d'Electricité invite dès à présent les firmes de consultants admissibles (« Consultants ») à faire part de leur intérêt à fournir les Services. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience pertinente pour exécuter les Services. Les critères de sélection de la liste restreinte sont les suivants :

a) Activités principales ou expérience générale du consultant et nombre d'années d'expérience :

-Le cabinet de consultants doit avoir au moins 10 ans d'expérience avérée dans les domaines de la production d'eau potable, de gestion du patrimoine de préférence d'eau potable, du développement des bases de données et de SIG, de systèmes de gestion des actifs et de maintenance assistée par ordinateur (GMAO), et de renforcement des capacités et formation du personnel des sociétés publiques.

Le consultant devra fournir des références vérifiables de projets similaires achevés avec succès (attestation de bonne fin d'exécution, au moins deux points de contact pour vérification).

b) Expérience spécifique dans les activités d'audit énergétique

-Expériences similaires aux prestations objet des présents TdR et fournir des références vérifiables et des attestations de bonne fin d'exécution pour chacun des projets similaires présentés.

c) Capacité technique et managériale du consultant

-Disposer d'une équipe pluridisciplinaire qualifiée composée d'au moins quatre (04) experts-clé ayant au minimum les niveaux de formation, compétence et expérience définis dans les Termes de référence.

5.L'attention des Consultants intéressés est attirée sur la Section III, paragraphes, 3.14, 3.16 et 3.17 du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs de FPI » de la Banque mondiale, juillet 2016 révisé en novembre 2017, juillet 2018, novembre 2020, septembre 2023, février 2025 et septembre 2025 (« Règlement de Passation des Marchés »), qui énonce la politique de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts. En outre, veuillez-vous reporter aux informations spécifiques suivantes sur les conflits d'intérêts liés à cette mission : Les Consultants ne peuvent être engagés pour des missions qui seraient incompatibles avec leurs obligations présentes ou passées envers d'autres clients, ou qui risqueraient de les mettre dans l'impossibilité de remplir leur mandat au mieux des intérêts de l'Emprunteur.

6.Les Consultants peuvent s'associer à d'autres firmes pour améliorer leurs qualifications, mais ils doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'un groupement et/ou d'une sous-traitance. Dans le cas d'un groupement, tous les membres du groupement d'entreprises seront solidairement responsables de l'ensemble du contrat, s'ils sont sélectionnés.

7.Un Consultant sera sélectionné selon la méthode SQC (Sélection Fondée sur la Qualification du consultant) telle que définie dans le Règlement de Passation des Marchés.

8.Des informations supplémentaires peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous pendant les heures de bureau de lundi à vendredi, de 8h00 à 16h00 heures.

9.Les manifestations d'intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-dessous en quatre exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies en plus de la version électronique dans une clé USB, au plus tard le 16 septembre 2026 à 13H00 (heure locale) à l'adresse mentionnée ci-dessous et porter la mention : « Avis à manifestation d'intérêt n° 007/MEH/PASEL/UGP-SC-2026 relatif recrutement d'un cabinet chargé du renforcement du système de gestion patrimoniale des infrastructures de la Congolaise des Eaux »

Projet d'Amélioration des Services d'Electricité

À l'attention de : Olivier MAZABA NTONDELE, Coordonnateur du PASEL

Adresse : 22 Avenue Albert BASSANDZA / Centre-Ville, Brazzaville-République du Congo

Tél : (+242) 06 653 70 07/05 522 26 77

Courriel : passationdesmarchespasel@gmail.com

Fait à Brazzaville, le 04 août 2026

Le Coordonnateur



Olivier MAZABA NTONDELE



4^e ÉDITION DU PRIX LEADER DU CONGO

L'association Jeunesse 242 honore les bâtisseurs de demain

Le 29 juillet, la quatrième édition de la remise du Prix d'excellence «Leader du Congo» s'est déroulée à Brazzaville. Organisé par l'association Jeunesse 242, cet événement a mis en lumière des personnalités du secteur privé et public ainsi que des entreprises d'exception comme la Banque postale du Congo qui, par leur engagement et leurs innovations, contribuent activement au rayonnement du pays et du continent.

Placée sur le thème « Construisons ensemble l'avenir de notre continent avec des leaders inspirants », la quatrième édition du Prix d'excellence «Leader du Congo» s'est déroulée en présence de dignitaires, de partenaires et de lauréats.

Ouvrant la cérémonie, le président de cette association juvénile, Denast Lika Likana, l'a présentée dans son ensemble, notamment sa vision, ses missions et ses objectifs. Il a également exposé les perspectives de l'année en cours et celles de l'année prochaine, réaffirmant la volonté de l'association de promouvoir l'exemplarité dans l'action sociale et communautaire.

Prenant la parole à son tour, le parrain de cette quatrième édition, Brice Voltaire Etou-Obami, a exhorté les jeunes ayant participé à l'organisation de cet événement à poursuivre leur engagement so-

cial et à continuer d'immortaliser les acteurs de la vie communautaire ainsi que tous ceux qui se sacrifient pour le bon fonctionnement de la République.

« Au-delà de la célébration de l'excellence, cette cérémonie nous enseigne d'autres valeurs dont la reconnaissance. Voir les jeunes qui prennent leur temps à reconnaître le travail fait par les autres, ce geste de reconnaissance apporte également à ces jeunes un enseignement, parce qu'une grande nation ne se construit pas seulement par les performances de ses filles et fils, mais aussi lorsque ses citoyens savent reconnaître les mérites de ceux qui servent avec intégrité », a expliqué le parrain

Les efforts managériaux de la Banque postale récompensés

Parmi les temps forts de cette journée mémorable figure la dis-



inction accordée aux institutions financières qui se démarquent par leur dynamisme. Après avoir reçu, au nom du directeur général de la Banque postale du Congo, le Prix d'excellence Leader du Congo, le directeur de l'organisation administrative et de la réglementation, Daniel Itoua, a exprimé sa satisfaction avant de justifier l'obtention de ce prix par les différents efforts fournis

Les récipiendaires et les organisateurs. Adiac par la direction de la banque au profit de sa clientèle et de la République. Il a également remercié les membres de l'association Jeunesse 242 qui reconnaissent le travail bien fait.

« Ce genre de trophée, qui est accompagné d'un certificat, nous pousse à faire mieux davantage. Vous savez que la Banque postale du Congo est leader dans plusieurs domaines dont l'af-

facturation, et nous continuons d'accompagner la population puisqu'elle est en partenariat avec plusieurs organismes internationaux pour faciliter les stages des jeunes. En tout cas, nous allons faire encore plus afin de toujours répondre aux attentes de nos clients et partenaires », a indiqué Daniel Itoua. La cérémonie a également été marquée par une levée de fonds organisée dans la salle, visant à doter l'association Jeunesse 242 des moyens nécessaires pour poursuivre avec engagement la réalisation de ses œuvres humanitaires et de développement.

Cette quatrième édition du Prix d'excellence «Leader du Congo» s'est achevée sur une note d'espoir, confirmant que la jeunesse congolaise demeure un acteur incontournable du progrès et de l'innovation.

Rude Ngoma

CONCOURS DE MUSIQUE

«Talents +», une ambition et un rêve pour les jeunes congolais

Organisé par TPT+, le concours de musique «Talents +» connaîtra son épilogue le 26 septembre prochain. En prélude à ce rendez-vous, le directeur gérant de TPT+, Paul Guei Sia, et les membres du jury présidé par Jonathan Mobassi, plus connu sous le pseudonyme de Djason Philosophe, ont tenu une conférence de presse le 31 juillet à Brazzaville pour annoncer l'événement et aussi déclinier les différentes étapes qui conduiront à la désignation des grands gagnants de «Talents+». Une initiative qui marquera une étape importante dans la promotion de la culture et de la jeunesse congolaises.

Dans son mot d'usage, le directeur gérant de TPT+, Paul Guei Sia, a souligné qu'il y a des projets qui occupent l'actualité..., et il y en a qui écrivent l'histoire. «Talents+» appartient à la seconde catégorie. « Aujourd'hui, nous ne lançons pas simplement un concours. Nous lançons une ambition. Nous lançons une vision. Nous lançons un rêve collectif. Ce rêve porte un nom : «Talents+». Depuis plusieurs années, nous voyons émerger partout au Congo des jeunes exceptionnellement doués. Ils chantent, ils dansent, ils créent, ils impressionnent..., mais trop souvent, ils évoluent dans l'ombre, faute de visibilité, d'accompagnement ou d'opportunités. Nous avons alors décidé de transformer cette réalité, parce que nous croyons qu'un talent découvert peut changer une vie, qu'une scène peut révéler une vocation, qu'un pays qui valorise sa jeunesse prépare son avenir. C'est cette conviction qui a donné naissance à «Talents+», a expliqué Paul Guei Sia.

À travers cette compétition, a-t-il poursuivi, TPT+ ne cherche pas uniquement à produire un grand spectacle télévisé; mais aussi à construire une véritable plateforme de révélation des talents, de promotion du patrimoine culturel congolais et de valorisation de l'excellence. Cette chaîne de télévision veut offrir



Le directeur gérant de TPT+ posant avec les membres du jury/Adiac

aux jeunes congolais un espace où leurs rêves rencontrent enfin une opportunité. Car, le Congo regorge de talents et le monde doit les découvrir. « Cette mission, nous avons choisi de l'assumer avec responsabilité, avec passion et avec professionnalisme. «Talents+» est donc bien plus qu'une émission. C'est un projet culturel. C'est un projet citoyen. C'est un projet économique. C'est un projet porteur d'espoir... «Talents+» est une formidable opportunité de contribuer à l'épanouissement de la jeunesse congolaise... », a souligné le directeur gérant de TPT+. Prenant la parole à son tour, le président du jury, Johathan Mobassi, a décliné les différentes

étapes qui conduiront à la désignation des grands gagnants de «Talents+». Il a annoncé que les missions de ce jury sont de sélectionner, évaluer et accompagner les candidats dans le respect des principes d'équité, de transparence et d'impartialité. À ce jour, le jury a déjà enregistré 365 candidatures, dont 177 complètes et 188 incomplètes. Dans la catégorie chant, les candidatures proviennent de plusieurs localités du Congo, notamment Pointe-Noire (41), Dolisie (5), Ouesso (1) et Brazzaville (102). Dans la catégorie danse, un total de 28 candidatures a été enregistré, réparties comme suit : Pointe-Noire (10) et Brazzaville (18). La phase de présélection digitale se poursuit et

la délibération du jury est prévue pour le 7 août.

Le vote ouvert aux téléspectateurs pour soutenir leurs candidats favoris

À l'issue de cette première étape, 40 candidats en chant et 20 duos en danse, soit 60, seront retenus pour poursuivre l'aventure. Afin de permettre au public de découvrir ces talents, deux émissions spéciales seront consacrées à leur présentation : le 12 août pour les candidats en chant; le 14 août pour les duos en danse. Les émissions éliminatoires en direct se dérouleront le 22 août à Brazzaville et le 29 août à Pointe-Noire. Les téléspectateurs auront la possibilité de soutenir leurs candidats favoris en participant aux votes par appel au 1009. À l'issue de ces deux émissions éliminatoires, les candidats qualifiés intégreront la «Villa des Talents», dont l'ouverture est prévue le 7 septembre. La «Villa des Talents» constituera une étape importante de cette compétition. Les candidats y vivront ensemble dans un esprit de discipline, de partage et d'apprentissage. Ils bénéficieront de séances de coaching, de répétitions, d'encadrement artistique et de différentes activités destinées à développer leur potentiel et à les préparer aux grandes prestations en direct.

Pour le président du jury, la principale innovation de cette pre-

mière édition de «Talents+» est la création des groupes «Talents+». Chaque groupe sera composé d'un candidat en chant et d'un duo en danse. Ensemble, ils évolueront tout au long de la compétition et devront démontrer leur complémentarité, leur esprit d'équipe, leur créativité et leur capacité à relever les différents défis qui leur seront proposés. Deux grandes soirées prime seront organisées les 12 et 19 septembre. À l'issue de ces rendez-vous, deux groupes «Talents+» quitteront définitivement la compétition. Les trois restants se retrouveront lors de la grande finale, prévue le 26 septembre. Les trois groupes «Talents+» finalistes seront récompensés par l'organisation. Pour cette première édition, une dotation globale de cinq millions FCFA est mise en jeu.

Enfin, avant de souhaiter, au nom de l'ensemble des membres du jury, une bonne chance à tous les candidats, le président du jury a invité tous les Congolais à suivre cette aventure, à encourager les candidats et à participer massivement aux votes, car «Talents+» est avant tout une célébration de la jeunesse congolaise, de la culture et des talents. Précisons que le président du jury, Djason Philosophe, est artiste musicien, auteur-compositeur, interprète et producteur. Il est à la tête d'un jury de cinq membres.

Bruno Zéphirin Okokana

GUINGUETTE AFRICAINE DE SURESNES

Un espace ouvert à la rumba

Après la célébration du livre, les organisateurs de la guinguette africaine de Suresnes ont programmé une journée spéciale rumba, code vestimentaire «liputa / pagne».

Le 1^{er} août, au Centre aéré des Landes, Esplanade du Mont Valérien à Suresnes, près de Paris, s’est tenue la journée de la guinguette africaine spéciale rumba. Les visiteurs à ce rendez-vous estival au son du DJ, des artistes confirmés, des talents émergents et autres vibrations musicales ont pu, pour celles et ceux de plus de 40 ans et plus, revisiter les classiques de la rumba ; pour les plus jeunes, l’occasion de découvrir les tubes de la rumba d’antan avec les artistes tels que Mbilia Bel, Jean-Serge Essous, ceux des orchestres Le Peuple, les Bantous de la capitale ou de l’OK Jazz.

Pour cette édition spéciale, en véritable maître de la sélection de la rumba d’hier et d’aujourd’hui, le DJ a fait voyager le public des rives de la Seine à Paris à celles du majestueux fleuve Congo, dans une ambiance digne des bars dancing de Brazzaville et Kinshasa.

Sur un vaste espace au centre du site, le cocktail musical concocté se prêtant à l’écoute invitait à se rendre sur la piste réservée à la danse, de taille suffisamment spacieuse pour accueillir les nombreux danseurs de tous âges et de tous niveaux.

Une occasion pour José Nzolani, auteur de l’ouvrage «Tabu Ley, une révolution de la rumba au cœur de l’Afrique», préfacé par l’artiste Dino Vangu, de prendre quelques instants pour rappeler au public les origines de la rumba. Selon l’auteur, la rumba, telle qu’elle est connue actuellement, à savoir comme étant une danse latine, tire ses origines des deux Congo, «nkumba», nommée rumba par la suite. Et qu’elle est légitimement entrée au patrimoine immatériel culturel de l’humanité auprès de l’Unesco en 2021.

L’opportunité aussi pour Christian



Une des prestations musicales lors de la guinguette africaine spéciale rumba 2026/ Jarel Sika

Kader Keita d’annoncer la deuxième édition «Je danse la rumba», événement culturel africain majeur, le 14 novembre prochain. Il a expliqué que la rumba est plus qu’une danse : c’est leur identité. Venue de la nuit des temps et ayant traversé l’une des périodes les plus tragiques de l’Histoire (La traite négrière), la rumba est devenue l’une des plus belles réussites du dialogue entre les cultures. La rumba, c’est un feu d’artifice célébrant l’enchantement universel. L’association Rumba héritages Kongo invite les mélomanes à cette soirée mémorable.

Au chapitre des rendez-vous, celui de la guinguette africaine le 15 août, date de la célébration du soixante-sixième anniversaire de l’indépendance de la République du Congo, sur le thème «Objectif développement : accélérons la marche». Cette journée se déroulera en présence de la représentation diplomatique congolaise en France et du Collectif des rencontres scandinaves de Marcelline Kibondzi, l’animation étant assurée par l’association N’Dzouana, relais de la vulgarisation et de la défense de la culture téké.

Marie Alfred Ngoma

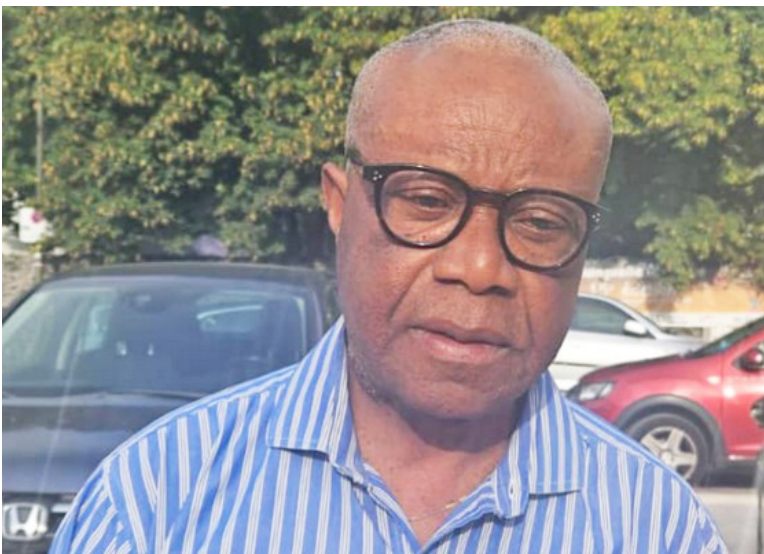
L’initiative de Célestin Sounda Stewart fait du chemin

Depuis 15 ans, la Guinguette africaine de Suresnes est devenue un rendez-vous incontournable des fins de semaine estivales. Installée au Centre aéré des Landes du Mont-Valérien, cette initiative est portée avec passion par Célestin Sounda Stewart et une équipe de bénévoles engagés qui en assurent l’organisation et la promotion.

Chaque samedi et dimanche de l’été, le site offre une véritable invitation au voyage à travers les cultures africaines. Musique, danse, littérature et gastronomie se conjuguent pour faire vivre aux visiteurs une expérience conviviale et chaleureuse. Chacun est libre de danser au rythme des mélodies, de savourer des spécialités culinaires, de découvrir des œuvres culturelles ou tout simplement de partager un moment de rencontre et d’échange.

Au fil des années et des nombreuses soirées couronnées de succès, la Guinguette africaine a acquis une réputation qui dépasse largement les frontières de Suresnes, attirant un public toujours plus nombreux et diversifié.

L’aventure se poursuit tout au long de l’été : la Guinguette africaine accueille le public chaque samedi et dimanche jusqu’au 29 août. Entretemps, une programmation pour vivre une Guinguette africaine spéciale Sape et celle du contexte patriotique du samedi 15 août, date de la célébration du 66^e anniversaire de la République du Congo avec des préparatifs conjointement



Célestin Sounda Stewart/ Jean-Jacques Jarele Sika

organisés avec la municipalité de la ville de Suresnes et la représentation diplomatique congolaise en France. Visiblement fier d’avoir installé la guinguette africaine comme étant un véritable carrefour de rencontres, la norme du vivre ensemble où la gastronomie africaine rivalise avec la musique, Célestin Sounda, reven-

dique d’être sur les traces de son grand frère Édouard Nganga, dit Édo et du manager de l’orchestre Le Peuple, Charles Bouetoum Kiyindou, actuel directeur de cabinet du président du Conseil supérieur de la liberté de communication, Médard Milandou Nsonga.

M.A.Ng.

FOOTBALL

Le Congo interdit de participer aux compétitions de la CAF

La Confédération africaine de football a décidé d’appliquer les dispositions des règlements de ses compétitions pour rejeter la proposition de la Fédération congolaise de football (Fécofoot) de réengager en l’absence du championnat national l’Athletic club Léopards de Dolisie et l’Association sportive Otohô d’Oyo. Un coup dur pour le football congolais, en général, et ces deux clubs en particulier.

Le comité exécutif a décidé de réengager l’AC Léopards de Dolisie et l’Association sportive Otohô aux prochaines compétitions interclubs de la Confédération africaine de football (CAF). L’AC Léopards devrait jouer la Ligue des champions 2026-2027 et l’AS Otohô la Coupe africaine de la Confédération de la même saison. «En l’absence de toutes compétitions nationales et tenant compte du calendrier de la CAF fixant le dernier délai au 30 juin 2026, le comité exécutif a décidé d’engager les clubs AC Léopards pour la Ligue des champions et AS Otohô pour la Coupe de la Confédération africaine de football », a déclaré la Fécofoot dans sa réunion du 22 avril.

Mais l’absence des compétitions nationales, depuis plus de deux ans, a cette fois-ci eu raison sur cette volonté. Les deux clubs paient donc le prix de la crise qu’à traversée le football congolais depuis 2024.

Les deux clubs congolais avaient été réengagés à titre exceptionnel lors de la saison 2025-2026 mais avaient connu des fortunes diverses dans leur campagne africaine. En Ligue des champions, AC Léopards de Dolisie a été éliminée au premier tour préliminaire par Black bulls du Mozambique sans perdre un match mais aux tirs au but. AS Otohô a été éliminée à la porte des demi-finales par le Zamalek d’Egypte sans pourtant mériter. Le manque de compétition avait vraiment joué un sale tour à tous les deux. Les dommages collatéraux provoqués par les récents événements auront de lourdes conséquences sur la volonté affichée de préserver les indices des clubs congolais à la CAF.

James Golden Eloué

CRISE À LA FÉCOHAND

Les clubs affiliés à la dynamique expliquent les raisons à l’inspecteur général des sports

Justin Dinga a eu, le 31 juillet à Brazzaville, une séance de travail avec les responsables des clubs affiliés à la Dynamique le Réveil du handball congolais. La crise à la Fédération congolaise de handball (Fécohand) qui continue d’alimenter les conversations ne peut trouver une issue que grâce à un dialogue franc avec toutes les parties.

La rencontre s’est déroulée à huis clos. La presse n’ayant pas eu accès dans la salle est restée à l’extérieur pour attendre les conclusions. La réunion a été initiée par le ministère des Sports, dans l’objectif de poursuivre les échanges avec les responsables des clubs membres de la Dynamique afin d’examiner les pistes de sortie de la crise qui secoue le handball congolais depuis plusieurs mois.

Cette démarche suscite de l’espoir quant à la sortie de la crise. « Il a demandé qu’on trouve des solutions, qu’il y a une médiation et tout ce qu’il faut pour pouvoir résoudre cette crise. Nous lui avons dit de se baser sur les textes et la circulaire du ministre. Il n’y avait pas deux ou trois sentences de la CCAS que nous leur avons transmises. Cela va leur permettre de travailler et de trouver une issue favorable pour que cette crise soit dénouée immédiatement pour le bien-être de tous les sportifs », a expliqué Aymar Mayoulou à la presse au terme de la réunion. « Ils nous ont écoutés et répondu à nos questions. Leur souhait est que cela se rejoue très vite. Ils vont nous rappeler pour qu’on trouve des solutions ensemble », a-t-il ajouté . Les attentes sont très grandes pour la prochaine réunion. La priorité est désormais à l’écoute mutuelle, au compromis et au dialogue constructif pour trouver un accord commun afin de relancer la machine du handball.

J.G.E.

PONTON AWARDS 2026

Le comité d'organisation publie la liste des nominés

La septième édition de la soirée du mérite ponténégrin dénommée Ponton Awards 2026 se tiendra, le 30 août, au Rocher des âges, dans le 1er arrondissement Emery-Patrice- Lumumba. Prélude à ce rendez-vous, Gildas Bakala, président du comité d'organisation, a animé une conférence de presse le 28 juillet pour édifier le public. Présidente du jury, Me Gervie Philippe Bassintsa était à ses côtés et a dévoilé la liste des nominés.

Ponton Awards distingue les Ponténégrins méritants dans différentes catégories en lice, à savoir excellence entrepreneuriat avec en exergue une action sur les idées novatrices, l'impact social et la passion ; engagement jeunesse en mettant en avant l'implication dans l'orientation de la jeunesse et la participation au développement ; Urban sport (Ex excellence sport) qui met en avant les idées novatrices, l'impact social et la passion ; Mathias Ngoumba (Ex les modèles artistiques), une catégorie qui rassemble plusieurs courants d'art dans sa globalité qui promeut l'influence positive, l'orientation éducative ainsi que la création.

« Les Ponton Awards sont aujourd'hui à leur 7e édition. Grâce à l'apport des partenaires et sponsors, la soirée du mérite ponténégrin se tient chaque année en valorisant le talent et le mérite. Si de nombreux partenaires continuent à nous faire confiance, on peut cependant regretter le fait d'avoir perdu d'autres et ce n'est pas seulement Ponton Awards qui subit cela. Il



La tribune lors de la conférence de presse de Ponton Awards 2026/Adiac

faut reconnaître qu'au Congo, nous n'avons pas la culture du sponsoring, c'est pourquoi beaucoup d'événements pourtant programmés ne se déroulent malheureusement pas ou sont simplement annulés. Nous nous évertuons de notre côté à pérenniser cet événement avec l'aide des partenaires », a dit Gildas Bakala, président du comité d'organisation. « La catégorie So-

ciétés culturelles, pendant plusieurs éditions, primait toutes ces sociétés qui ont une politique de sponsoring, de partenariat pour les événements. On s'est rendu compte, pendant deux ou trois ans, que c'étaient les mêmes sociétés qui revenaient et en trouver d'autres devenait difficile; d'où le retrait de cette catégorie », a-t-il ajouté. Avant de dévoiler la liste des no-

minés, Me Gervie Philippe Bassintsa a précisé que c'est en toute impartialité et en ne privilégiant que les critères objectifs, qui mettent en avant la valorisation de l'excellence, que sont primés les lauréats de Ponton Awards. L'ouverture des votes grand public sur toutes les plateformes spécialisées a eu lieu le 29 juillet. Des votes qui seront couplés à ceux des membres du jury, a

précisé Kephane Roannh, un membre du comité d'organisation. Ainsi, le 30 août, les lauréats de Ponton Awards ont reçu leurs trophées, distinctions et présents récompensant leur mérite. La liste des nominés de Ponton Awards 2026
Excellence Entrepreneuriat
Akwaba Tour and Travel
Cathy Gabriella
Rolshi Mbo Oppelet
Saintrick Auelvan Pongui
Travel World
Engagement jeunesse
Fondation Kongo
Fontaine Will Aggée
Cathy Gabriella
Emi Fouka
Jessica Valerie Mamoni Goma
Mathias Ngoumba (Ex Modèles artistiques)
Durandal El Maestro
Mr Corp
Royal Évnt
Urban Sports (Ex Excellence sport)
Espoir Dianzenza
Nadège Boubag (Club sportif la Colombe)

Hervé Brice Mampouya

SOINS MÉDICAUX

Les Ponténégrins saluent la deuxième campagne gratuite du groupe Burotec

Les résultats de la campagne gratuite de soins médicaux organisée récemment à Pointe-Noire ont été communiqués le 29 juillet dernier, révélant la persistance des pathologies dont souffrent de plus en plus les Congolais.

La deuxième campagne gratuite de soins médicaux s'est tenue sur le thème « Réaliser les espoirs et les aspirations des jeunes aujourd'hui et pour l'avenir », le 15 juillet dernier, à l'initiative du groupe Burotec. Co-organisée avec Hariom travel, l'activité a mobilisé les membres de l'association SOS santé 242 ainsi qu'une équipe du Centre interdépartemental de transfusion sanguine (CNTS) Pointe-Noire/Kouilou. Elle s'est déroulée au parking du supermarché Franprix, partenaire de l'activité, à travers le dépistage rapide du paludisme, du diabète, de la glycémie, de l'hypertension artérielle et du VIH, ainsi que des consultations médicales d'autres pathologies. A cela s'ajoutent la campagne de sensibilisation aux maladies courantes et le don de sang qui ont constitué la particularité de cette deuxième édition. Parlant de la sensibilisation, le Dr Mouanda Duvalier, coordonnateur de l'association SOS médecins 242 (Organisation réunissant des médecins congolais bénévoles) a souligné : « On est Africain et souvent, on ne connaît pas nos antécédents de santé, c'est pourquoi nous faisons aussi de la sensibilisation sanitaire ».

De son côté, rappelant l'importance du don de sang volontaire, le Dr Chrisphaël Mondinga Mokanga, directeur interdépartemental du CNTS Pointe-Noire/Kouilou, a déploré le manque d'engouement des Congolais à le faire et a encouragé les jeunes à faire don de leur sang pour sauver des vies: « Une poche de sang donnée égale trois vies sauvées. Nous encourageons les jeunes à le faire, parce qu'ils n'ont pas de pathologies. Ils doivent se mobiliser pour donner le sang et sauver la vie de ceux qui sont dans le besoin. Chaque don de sang permet de bénéficier d'un bilan gratuit de santé pour connaître son statut, son état de santé et pouvoir se protéger des maladies comme l'hépatite et le VIH », a-t-il ildiqué. Quarante poches de sang au total ont été collectées. 245 personnes ont été reçues, outre les quarante bénévoles qui ont fait le don de sang. Quarante-cinq cas d'hypertention artérielle ont été enregistré, un cas d'hypotension, trente-trois cas d'hyperglycemie, vingt-sept cas d'hypoglicemie, huit cas de suspicion de diabète (Valeurs très élevées). En outre, vingt-quatre personnes seulement souffrent du paludisme et un seul cas s'est avéré positif



Le compartiment destiné aux tests de dépistage rapide lors de la campagne/DR

au VIH sur les quatre-vingt-neuf personnes dépistées. Une preuve de l'efficacité des programmes nationaux de sensibilisation et de lutte contre cette pathologie et ce virus. Un fait satisfaisant mais qui ne doit pas faire baisser la garde mais encourager à mieux se protéger, a dit un sachant déplorant le fait que, entre autres, les Congolais mangent maintenant trop gras, salé et sucré, d'où l'augmentation des cas de diabète et d'hypertension. De nombreux Ponténégrins ont loué et encouragé l'initiative. Le cas de la jeune Kenya SHIN-SA

qui a confié lors de la campagne: « J'ai profité de ma pause pour venir ici. J'ai fait les tests de dépistage rapide et après consultation et prescription médicale, on m'a remis des produits gratuits. Je salue cette action de Burotec, parce qu'au quotidien on ressent le mal en nous mais on n'a pas parfois le temps ou les moyens pour aller à l'hôpital ». Le jeune Christ, pour sa part, a souhaité que d'autres structures de la place imitent cette action et en est sorti rassuré : « Je me croyais en bonne santé mais on a détecté en moi l'hypertension et

un taux élevé de glycémie. Dieu merci, j'ai reçu gratuitement des médicaments. En plus, je n'avais pas les moyens pour faire le test du VIH. Maintenant, je connais mon statut sérologique et je suis rassuré. Je dois désormais me protéger ». Notons que cette campagne gratuite de soins médicaux intègre la politique de la Responsabilité sociale des entreprises du groupe Burotec qui, dans ce cadre, bénéficie de l'accompagnement de LK Consulting. Plus de 230 personnes ont été reçues.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga



AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS AMI N° 002/MEPSP/PAGIR-UCP/26

Recrutement d'un consultant national pour l'élaboration et la formation des outils de collecte et de traitement des données au profit de la Direction Générale des Recettes de Service et de Portefeuille (DGRSP)

1. Contexte et justification

Le gouvernement de la République du Congo a signé avec la Banque Mondiale un accord de prêt d'un montant de 70 millions USD pour le financement du Programme « accélérer la gouvernance institutionnelle et les réformes pour un fonctionnement durable des services (PAGIR) » et a l'intention d'utiliser une partie de ce crédit pour financer les services du « Recrutement d'un consultant national pour l'élaboration et la formation des outils de collecte et de traitement des données au profit de la Direction Générale des Recettes de Service et de Portefeuille (DGRSP) ».

2. Objectif de la mission

L'objectif général de cette activité est de doter la DGRSP d'un dispositif digitalisé et opérationnel de collecte, de traitement et d'analyse des données via KoboToolbox, tout en renforçant les capacités des agents chargés de sa mise en œuvre.

De façon spécifique, il s'agit de :

- Digitaliser le questionnaire de collecte sous KoboToolbox ;
- Définir les règles de validation et de contrôle qualité ;
- Mettre en place une base de données simple et exploitable ;
- Produire des tableaux de bord et indicateurs pour l'analyse ;
- Assurer l'exportation des données en formats standards (Excel, CSV) ;
- Élaborer un manuel d'utilisation et de gestion

des données ;

- Former les agents de collecte et de supervision ;
- Tester le dispositif en phase pilote et corriger les dysfonctionnements.

3. Profil du consultant :

Le/la consultant(e) doit remplir les conditions suivantes, notamment :

- avoir un Bac+5 minimum en statistiques, informatique, sciences des données, économie ou disciplines connexes ;
- avoir au minimum 5 ans d'expérience confirmée dans la conception et le paramétrage d'outils de collecte de données numériques, notamment KoboToolbox, ODK ou plateformes similaires ;
- avoir une expérience avérée dans l'analyse et la visualisation des données (Excel avancé, Power BI, ou autres outils de reporting) ;
- avoir une expérience dans la formation et le renforcement des capacités des agents publics ou projets financés par bailleurs internationaux ;
- avoir une expérience préalable dans des projets de gouvernance, finances publiques ou suivi institutionnel constitue un avantage ;
- avoir la maîtrise de KoboToolbox (paramétrage de formulaires, règles de validation, gestion des utilisateurs) ;
- avoir des compétences en gestion de bases de données et exportation des données (excel, csv) ;
- avoir des capacités à développer des tableaux de bord simples et parlants pour le suivi et le

reporting ;

- avoir une bonne connaissance des standards de qualité et de traçabilité des données ;
- avoir d'excellentes capacités de communication écrite et orale en français (anglais souhaité) ;
- avoir la capacité à travailler en équipe et à conduire des ateliers participatifs ;
- avoir une aptitude à produire des livrables conformes aux standards Banque mondiale / FMI.

4. Durée et lieu de la mission

La mission sera réalisée sur une période totale de quarante-cinq (45) jours ouvrables ne dépassant pas trois mois calendaires.

5. Méthode de sélection

La sélection du consultant se fera selon la méthode de recrutement de consultant individuel conformément aux dispositions du Règlement de passation des marchés de la Banque mondiale pour les emprunteurs sollicitant le financement des projets d'investissement publics (édition de février 2025).

L'Unité de coordination du PAGIR invite les candidats à fournir en français un dossier de candidature comprenant obligatoirement un CV détaillé à jour sur support papier et/ou par voie électronique (Word ou PDF), une lettre de motivation, la photocopie des diplômes et des attestations de travail et tout autre document justifiant l'expérience du candidat.

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de références de la mission tous les jours ouvrables de 9 heures à 16 heures, à l'adresse ci-dessous :

Secrétariat de l'UCP-PAGIR, sis Parcelle 84 bis, avenue du Chaillu, arrondissement 3 Poto-Poto Brazzaville, République du Congo, Téléphone : (+242) 06 665 85 45

Adresse électronique : pmarches@pagir.net ; secretariat@pagir.net.

Les dossiers de candidature peuvent être transmis par voie électronique ou être déposés sous plis fermés en quatre exemplaires à l'adresse ci-dessus mentionnée, A l'attention du Coordonnateur du Programme Accélérer la Gouvernance Institutionnelle et les Réformes pour un fonctionnement durable des services, au plus tard le 17 août 2026 à 16h00 et porter clairement la mention « Recrutement d'un consultant national pour l'élaboration et la formation des outils de collecte et de traitement des données au profit de la Direction Générale des Recettes de Service et de Portefeuille (DGRSP) ».

Fait à Brazzaville, le 30 JUL 2026

Le Coordonnateur,


Thomas BANDIA

ADJONCTION DE NOM

On m'appelle Moukala Gildas Fortuné. Je désire être appelée désormais Bakou Moukala Gildas Fortune.
Un délai de trois (3) mois est accordé à tous ceux qui sont contre cette initiative pour faire opposition.

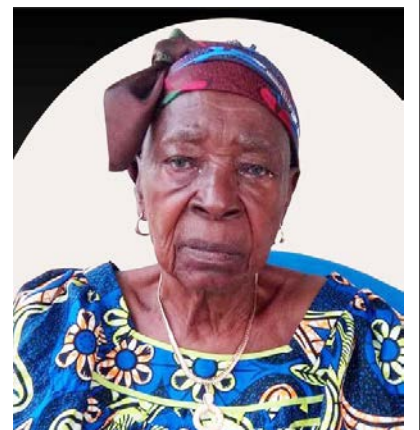
NÉCROLOGIE

Magloire Nzonzi Badiakouahou, du Musée-Galerie-Bassin-du-Congo, les familles Kahunga, Batantou (Léonie Pierrette, Clotaire, Félicité Clarisse, Lydie, Liliane...) informent les parents, amis et connaissances que le programme des obsèques de Noëlie Moyo se présente comme suit :

Vendredi 7 août 2026 :

- 9h00 : levée de corps à la morgue municipale du CHU ;
- 10h00 : recueillement au domicile familial (Ngambio-Mfilou) ;
- 12h00 : messe de requiem en la paroisse Ndunzia-Mpungu à Mfilou-Ngabio ;
- 14h00 : départ pour le cimetière familial au village Nkama-Mbangala ;
- 16h00 : fin de cérémonie.

Ayons toutes et tous une pensée pieuse.



IN MEMORIAM

5 Août 2008 – 5 Août 2026

La marche irréversible du temps ne saurait effacer ni la douleur, ni le souvenir d'un être cher et aimé.

Cela fait exactement dix-huit (18) ans, que le Seigneur a rappelé à lui notre papa Yanga Jean Merlins, Inspecteur de l'ex-Office National des Postes et Télécommunications (ONPT).

Il y a des larmes qui ne cesseront jamais de couler, des vides qui ne se combleront jamais, des souvenirs qui ne s'effacent pas et des gens qu'on ne remplacera jamais.

« Mister Jhon » ton absence laisse un vide immense, un vide que personne ne pourra combler.

Nous Adèle, Nelly, Christ, Jydhel, Modo, Lydie, Femand ne pourrions jamais t'oublier, toi notre Chef de famille, un grand homme généreux, courageux et unique.

En cette date de triste anniversaire que le Dieu tout puissant dans sa miséricorde t'accorde le repos éternel. Que tous ceux qui ont connu papa Jean Yanga aient une pensée pieuse à son égard.

À cet effet, une intention de prière sera dite en sa mémoire à la messe du mercredi 5 août 2026 à 12h30, en la Cathédrale du Sacré-Cœur de Brazzaville.





AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE
L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAC NEWSLETTER
L'information du Congo et de sa région en un CLIC

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informés des principaux faits marquants de l'actualité.



SCANNEZ LE QR CODE

ABONNEZ-VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
(+ 242) 05 532 01 09
info@lesdepechesdebrazzaville.fr

RELIGION

L'Église Évangélique du Congo en retraite spirituelle à Yanga

Organisée conjointement par les deux consistoires de Pointe-Noire de l'Église Évangélique du Congo (ÉÉC), une retraite spirituelle s'est déroulée du 29 juillet au 2 août, au temple de Yanga, dans le district de Madingo-Kayes. L'événement a connu la participation du Premier ministre, chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, accompagné de son épouse.

La retraite s'est achevée le 2 août par un culte conduit par le pasteur Guy Mongondza, coordonnateur du consistoire de Pointe-Noire 1, conformément à la liturgie propre à ce type de rassemblement. Plus de 19 000 fidèles, venus des différentes paroisses de Pointe-Noire et du département du Kouilou, y ont pris part.

Plusieurs formations de louange ont animé cette célébration, notamment la chorale unie des deux consistoires, les Kilombo unis, le Cercle biblique évangélique ainsi que la fanfare consistoriale. Par leurs chants et leurs prestations, ces groupes ont contribué à faire de cette rencontre un moment de communion et de louange.

Étant membre de l'ÉÉC et profitant de son séjour de fin de semaine à Yanga, situé à près de 90 kilomètres de Pointe-Noire, le Premier ministre s'est joint aux milliers de fidèles pour partager des instants de fraternité. Cette présence s'inscrivait également dans le cadre de la politique de proximité prônée par



Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, à la retraite spirituelle de Yanga 2026/DR

le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, visant à renforcer les échanges avec la population.

Ce climat de convivialité s'est particulièrement illustré lors

du temps d'accueil et de salutations fraternelles, introduit par la lecture du Psaume 133 : « *Voici, oh ! Qu'il est agréable, qu'il est doux pour des frères de demeurer ensemble !* ».

Le couple Collinet Makosso a ainsi salué et serré la main de nombreux fidèles venus à leur rencontre.

La prédication a été assurée par le pasteur Guy Locko-Elen-

ga, président de l'ÉÉC. S'appuyant sur le livre de Zacharie, chapitre 4, versets 1 à 10, il a développé le thème « L'émergence de l'Église, entre défis humains et interventions divines ». Dans son message, il a exhorté les fidèles à demeurer attachés au Christ afin que la croissance spirituelle et institutionnelle de l'Église soit durable et authentique.

Dans la dernière partie de la cérémonie, le président de l'ÉÉC a lancé un appel aux paroisses et aux consistoires afin de renforcer leur contribution à la construction de l'« Immeuble de la foi », futur siège de l'ÉÉC à Brazzaville.

Avant la bénédiction finale, le révérend Guy Locko-Elenga a transmis au peuple de Dieu les remerciements du Premier ministre et de son épouse pour l'accueil chaleureux qui leur a été réservé.

En retour, le chef du gouvernement a exprimé sa reconnaissance aux fidèles pour les prières élevées en faveur de l'action qu'il mène à la tête de l'exécutif.

Marie Alfred Ngoma

ECONOMIE BLEUE

Le Congo partage son expérience sur le transport terrestre des marchandises

La première édition du forum international sur le développement durable des transports maritimes et de la logistique dans l'économie bleue s'est tenue récemment à Dakar, au Sénégal. Participant à ces assises, Armelia Josline Itoua Ndaké, responsable du Bureau de gestion du fret terrestre du Congo (BGFT), a partagé son modèle de document de référence unique pour le transport terrestre des marchandises.



Armelia Josline Itoua Ndaké, responsable du BGFT/DR

S'exprimant sur l'une des thématiques des travaux, à savoir « Révolution digitale et intégration par les corridors verts de développement », Armelia Josline Itoua Ndaké a partagé l'expérience congolaise en mettant en exergue le Document unique de transport comme référence pour tout transport terrestre de marchandises sur les corridors conventionnels.

Dans son mot introductif, elle est revenue sur les différents défis auxquels les Etats africains sont confrontés. « *Ce qui nous oblige à penser plus grand, à agir plus vite et à construire plus durablement, pour une économie bleue moderne, résiliente et inclusive* », a signifié Armelia Josline Itoua Ndaké.

L'oratrice a examiné, en outre,

les outils de gestion du fret terrestre au service des transporteurs et des chargeurs qui ont permis de positionner le BGFT comme un organe de régulation et de facilitation du fret terrestre au niveau national et sous-régional avec pour objectif, améliorer la compétitivité des corridors de transit et fluidifier les échanges commerciaux en zone de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale.

Signalons que ces assises se sont tenues au Grand théâtre national de Dakar, sous le haut patronage du président sénégalais, Bassirou Diomaye Diakhar Faye. Quelques membres du gouvernement sénégalais et des représentants des institutions régionales, sous-régionales et internationales y ont pris part.

Séverin Ibara

DIPLOMATIE

Deux nouveaux ambassadeurs ont pris leurs fonctions

Le président congolais, Denis Sassou N'Guesso, a reçu au Palais du peuple à Brazzaville, le 3 août, les lettres de créance de deux nouveaux ambassadeurs, marquant une nouvelle étape dans le renforcement des relations diplomatiques entre le Congo, la Mauritanie et la République démocratique du Congo.

La cérémonie de réception des lettres de créance, ponctuée d'honneurs militaires et de l'exécution de l'hymne national, a rassemblé des dignitaires et des personnalités du monde politique. Le premier ambassadeur à être reçu, Hamzatou Abdoul Thiam, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République islamique de Mauritanie, a souligné sa volonté de renforcer les liens fraternels entre son pays et le Congo. Sa rencontre avec le président Denis Sassou N'Guesso a été décrite comme un



Denis Sassou N'Guesso recevant Roger Bokwala Bopolonga/DR

moment d'apothéose, témoignant l'importance de cette alliance pour le développement régional. Le nouvel ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République démocratique du Congo, Roger Bokwala Bopolonga, a également pris la parole peu après sa réception. Il a exprimé son engagement à œuvrer pour la consolidation des relations de bon voisinage et la création d'un espace de paix et de prospérité en Afrique centrale. Ce moment marque le début de nouvelles missions diplomatiques.

Fiacre Kombo

DISPARITION

Un ultime hommage rendu au Pr Macaire Batchi

Après l'hommage solennel de la communauté universitaire à Brazzaville, le corps sans vie du Pr Macaire Batchi a été accompagné, le 1^{er} août, à sa dernière demeure à Diosso, sa terre natale, dans le département du Kouilou. En présence du Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, ainsi que de plusieurs membres du gouvernement, parents, proches, collaborateurs et universitaires sont venus saluer une dernière fois cet éminent scientifique et grand serviteur de l'État.

Décédé le 18 juillet dernier, à l'âge de 69 ans, des suites d'une courte maladie, le Pr Macaire Batchi laisse derrière lui une veuve, dix enfants et cinq petits-enfants. Au-delà de sa famille, c'est toute la communauté universitaire, l'administration publique et plusieurs générations d'étudiants qui pleurent un homme ayant consacré sa vie à l'enseignement supérieur, à la recherche et au service de l'État. Aux côtés du Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, plusieurs membres du gouvernement ont tenu à lui rendre un dernier hommage, notamment le ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique, Bruno Jean Richard Itoua; le ministre des Affaires foncières, Jean-Marc Thystère-Tchicaya; le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean-Luc Mouthou; ainsi que des autorités administratives, des autorités traditionnelles et les notables de Diosso. Enseignant-chercheur reconnu, maître de conférences du Cames en mathématiques appliquées, chevalier de l'Ordre international des Palmes académiques du Cames, secrétaire général de l'Université Denis-Sassou-N'Guesso et directeur de cabinet du ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique, Macaire Batchi

incarnait l'excellence académique autant que la rigueur administrative. Ceux qui l'ont côtoyé évoquent un homme discret, méthodique, profondément humain et toujours disponible pour écouter, conseiller et accompagner. L'émotion était particulièrement perceptible dans le témoignage du ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique, Bruno Jean Richard Itoua, qui perd bien plus qu'un collaborateur. « *Aujourd'hui, la haute administration de notre pays vient de perdre l'un de ses dignes fils, un grand commis de l'État* », a-t-il déclaré, avant de rappeler les qualités humaines de celui qui l'a accompagné durant de longues années. Le ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique a décrit un homme « *efficace, discret, rigoureux, ponctuel* », dont l'humour subtil adoucissait les contraintes du quotidien, saluant un collaborateur fidèle qui répondait toujours avec bienveillance aux sollicitations de chacun. Au nom des collaborateurs du ministère de l'Énergie et de l'Hydraulique, Rachel Ndolou, directrice de cabinet par intérim, a livré une oraison funèbre particulièrement émouvante, retraçant le parcours d'un administrateur dont la discrétion constituait l'une des plus grandes forces. « *Il*



Les autorités venues rendre hommage au professeur/DR

ne recherchait ni les honneurs ni les projecteurs. Son ambition était ailleurs : servir, servir avec constance, servir avec exigence, servir avec fidélité », a-t-elle exprimé. Pour ses collaborateurs, Macaire Batchi demeurera également cet homme attentif dont la porte restait toujours ouverte. Lors de la messe de requiem, l'abbé Arnaud Mfina a

invité l'assistance à regarder au-delà de la douleur. « *Un professeur ne meurt jamais. Il continue de vivre dans les idées qu'il a semées, dans les convictions qu'il a fait naître et dans les milliers de femmes et d'hommes qu'il a aidés à devenir eux-mêmes* », a-t-il prêché. Le célébrant a rappelé que les honneurs, les distinctions et les succès terrestres

s'effacent devant l'éternité, tandis que l'amour, la foi et le bien accompli demeurent le véritable héritage laissé aux générations futures. Enfin, le Pr Macaire Batchi a été élevé, à titre posthume, dans l'Ordre du Mérite congolais au grade de commandeur, conformément au décret n° 2026-262 du 30 juillet 2026.

F. K.